

*l'Anti*capitaliste

N°132 | JANVIER 2022 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**

(supplément à Politique-Hebdo et à Libération)

le 29 juin 1973

50 centimes.

LA LIGUE COMMUNISTE DISSOULTE



Abolition du décret d'interdiction !
Libération immédiate de Pierre Rousset
Levée de toute inculpation !

proclamation

1001 FAÇONS DE COMBATTRE LE FASCISME

Archives, textes compilés et interviews : RaDAR

La Ligue Communiste son rôle grandissant dans les luttes des travailleurs, dans les mobilisations des s, dans l'action anti-militariste. Pour des révolutionnaires, cette brutalité du pouvoir est une forme d'hommage.

Mais ce n'est pas seulement la Ligue qui est visée, même si c'est elle que le pouvoir frappe aujourd'hui

La dissolution de la Ligue communiste apparaît clairement comme un pas de plus dans l'escalade de la répression, beaucoup plus vaste.

C'est pourquoi est lancé un appel solennel à toutes les organisations du mouvement ouvrier, à tous les démocrates. A tous ceux qui s'indignent de voir le pouvoir tenir une fausse balance entre des apprentis nazis et ceux qui les combattent, en faisant semblant de

répression bourgeoise et la terreur stalinienne n'ont pu venir à bout du mouvement trotskyste. Ce n'est pas un Marcellin qui y parviendra aujourd'hui. Le vent de mai 68 souffle trop fort dans la classe ouvrière et dans la jeunesse.

Contre ce régime d'exploitation et d'oppression, Pour la révolution socialiste mondiale, Ce n'est qu'un début le combat continue

Sommaire

ÉDITORIAL

RaDAR Des archives pour combattre le fascisme **P3**

DOSSIER

Ernest Mandel Ce qu'est le fascisme et comment l'arrêter **P4**

Léon Trotsky Les leçons de l'expérience italienne **P7**

Pierre Frank Combattre l'offensive fasciste **P9**

E. Fronty La grève antifasciste des postiers parisiens **P14**

Céline Malaisé Trotskistes-épiciers au cœur des années noires. L'expérience du Croque Fruit **P16**

André Calvès Une résistance différente. Objectif : préparer la révolution **P19**

RaDAR Le faux « soir » belge : un pied-de-nez au fascisme **P21**

Alain Cyrroulnik La manifestation contre le meeting d'Ordre nouveau le 21 juin 1973 **P22**

Esteban Argentine : « Notre objectif c'était de sauver des gens » **P26**

Ligue communiste révolutionnaire Le crépuscule du franquisme **P29**

Arnaldo Castelleras Ras l'Front défie le FN le 1^{er} Mai **P33**

FOCUS

RaDAR Les Sleeping Giants réveillent la lutte antifa **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://anticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Héléne Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



Des archives pour combattre le fascisme

PAR RADAR

En France, les mois passent et l'ambiance est de plus en plus lourde de dangers. Dans les sondages pour la présidentielle de 2022, l'extrême droite est à 30 % et la droite traditionaliste aux alentours de 17 %.

Pour l'instant l'entrée dans la présidentielle de Zemmour a freiné la dynamique qu'avait Le Pen depuis la dernière présidentielle. Celle-ci est pour l'instant écartée de la possibilité d'accéder au deuxième tour contre Macron. Mais ses idées et celles de Zemmour se cumulent hélas. Le millionnaire touche une frange très radicalisée et très bourgeoise. Les idées et les thèmes qui lui sont chers se diffusent dans la société à la vitesse du variant Omicron. Le grand remplacement, l'immigration sauvage, l'islamisation, l'insécurité, la réhabilitation de Pétain, la haine des femmes et des LGBTIQ+... ne sont plus réservés aux petits cercles d'extrême droite les plus radicaux et deviennent des notions soumises à débats grâce à la droite extrême de Péresse, ainsi que par certains macronistes. Les idées de l'extrême droite ont capturé le débat public et embourbent l'ensemble des médias.

Même des candidats de gauche comme Mélenchon ou Rousset relayent régulièrement des polémiques lancées par Valeurs actuelles.

L'ÉVOLUTION DES POSITIONS DE LA BOURGEOISIE

Profitant de la crise économique, sanitaire et écologique, la bourgeoisie a pour l'instant soutenu Macron pour satisfaire ses intérêts au détriment des intérêts de la population et de la planète. La mise en place du pass sanitaire et désormais du pass vaccinal concourt à l'habitude d'un flicage généralisé mâtiné d'une répression de la moindre contestation sociale.

Un élément inquiétant est qu'une frange des capitalistes comme Bolloré, 15^e fortune de France, met à leur disposition des moyens financiers et surtout médiatiques. Ce soutien décomplexé à l'extrême droite se retrouve dans de nombreux médias : des chaînes de télé (C8 et Cnews), un journal (*le Journal du dimanche*), une radio (Europe 1). Aucun parti ne bénéficie d'une telle bienveillance : des canaux de diffusion, accordés par l'État, servent désormais de relais aux idées de l'extrême droite...

Se sentant libérés par ce déferlement d'idées racistes, réactionnaires et conservatrices, la frange la plus ultra de l'extrême droite multiplie les agressions contre les militants et les locaux d'associations et partis de gauche. Et dans un *no limit* généralisé, des militants fascistes, des youtubers masculinistes et des influenceuses antiféministes mettent en scène des exécutions de juifs, de communistes, de musulmans, d'antifas... et jettent les images sur les réseaux sociaux comme autant d'appels au meurtre, dans l'impunité la plus totale. Comme Zemmour, plaidant « l'humour » quand il a visé des journalistes avec une arme de guerre au salon Milipol, les nazillons plaident aussi pour de bonnes blagues mal comprises par les « wokes », « isla-mo-gauchistes » ou les féministes. Nous comprenons très bien au contraire que votre envie de violence, de meurtres et d'extermination ne trouvera son apaisement que dans

une guerre civile. « *Demain s'il y a une guerre civile en France, on la gagne* » tweetait Marion Maréchal en mai 2021.

DES OUTILS POUR COMBATTRE

Pour l'instant, il n'y a que « la possibilité du fascisme » selon la formule d'Ugo Palheta et rien n'est encore écrit. Mais il suffit de se rappeler de la tribune, publiée dans *Valeurs actuelles*, de militaires à la retraite appelant les forces armées à l'action, pour comprendre que le fascisme ne met de côté aucune solution à sa prise du pouvoir.

Le sujet doit être au cœur de nos préoccupations et de la campagne de la prochaine présidentielle.

Dès lors, il nous a semblé que c'était une évidence de réaliser cette revue autour du thème de l'antifascisme et d'examiner différentes luttes qui ont été menées par le passé.

Nous avons sélectionné à divers moments du 20^e siècle des grandes luttes antifascistes qui ont marqué l'histoire politique en France et à l'étranger pour susciter l'espoir et redonner confiance à notre camp.

Vous trouverez, dans ce numéro, de l'action, en suivant la contre-manifestation contre la tentative de coup d'État du 6 février 1934 ; de l'inventivité avec les épiciers-trotskistes qui sauvaient des juifs et des résistants ; de la drôlerie avec le faux numéro du journal *le Soir* en Belgique ; de la fraternité avec le comité de soldats dans l'armée allemande à Brest en 1943 ; de la détermination dans l'attaque du meeting d'Ordre nouveau en 1973 ; de la hardiesse avec les pèlerinages d'El Padre en Argentine en 1976 ; de la malice avec la banderole de Ras l'front en plein meeting de Le Pen père en 1995 ou de l'inventivité avec les actions numériques des Sleeping Giants de nos jours. Que ces milles et une façons de combattre la bête immonde inspirent tous les antifascistes ! □



Manifestation contre le meeting d'Éric Zemmour à Paris, novembre 2021.
©Photothèque Rouge / Martin Nada / Hans Lucas.

Ce qu'est le fascisme et comment l'arrêter

PAR ERNEST MANDEL



En 1992, Ernest Mandel, membre de la direction de la IV^e Internationale, résumait dans ce texte comment le fascisme répond à un besoin de surexploiter dans le cadre d'une crise profonde du capitalisme. Il indiquait des pistes pour s'y opposer.

Nous sommes le 27 février 1933. Le bruit se répand comme une traînée de poudre dans toute l'Allemagne : le Reichstag flambe. Une partie de la population ne s'occupant pas de politique, vaque à ses occupations habituelles comme si de rien n'était. Mais la politique s'occupe bien d'elle. En l'espace de quelques heures, le régime politique et la situation sociale changent profondément. Goering, morphinomane corrompu jusqu'à la moelle, qui allait accumuler une énorme fortune personnelle sous le III^e Reich grâce au vol et au pillage, est le chef de la police en tant que premier-ministre et ministre de l'Intérieur de l'État de Prusse. C'est le bras droit d'Hitler. Il donne immédiatement à cette police le signal de l'action.

Mais pas à elle seule. Les formations paramilitaires des nazis, les SA et les SS, reçoivent le statut officiel d'auxiliaires de la police. Des milliers de militants des organisations ouvrières, antimilitaristes, antifascistes, humanistes, y compris de nombreux députés, sont arrêtés, internés dans des camps de concentration, torturés, assassinés. Les libertés démocratiques sont suspendues. Les partis politiques et les syndicats sont interdits, leurs locaux occupés, leurs avoirs saisis. Les nazis terrorisent les faubourgs ouvriers.

De leur côté, des millions de travailleurs essayent de réagir. Malgré la terreur, une série de villes allemandes connaissent les plus grandes mobilisations ouvrières de leur histoire, plus grandes même que pendant la Révolution de 1918-1919. Des délégations se succèdent au siège du

parti social-démocrate et des syndicats au lendemain immédiat du 27 février, pour réclamer la grève générale, y compris la grève générale insurrectionnelle. Les chefs sociaux-démocrates refusent en disant qu'ils ne veulent pas verser le sang des ouvriers. On a rarement connu attitude plus irresponsable. Permettre à Hitler de prendre et de conserver le pouvoir a coûté la vie à des millions d'ouvriers.

La dictature politique des assassins nazis, une fois consolidée, n'est cependant point leur domination économique. Elle sert à consolider le pouvoir économique du Grand Capital. Celui-ci est dorénavant seul maître dans les usines. Les faits l'attestent de manière incontestable. Entre 1928 (dernière année avant la crise économique) et 1938 (dernière année avant la guerre), la masse salariale est restée exactement la même. Mais les profits capitalistes ont triplé. Le taux d'exploitation de la classe ouvrière a donc augmenté de 300 %.

La fonction historique de la dictature fasciste se dégage de ces données. Cette dictature a pour fonction essentielle d'atomiser la classe ouvrière, de détruire le mouvement ouvrier dans son ensemble, d'empêcher toute défense organisée des salariéEs, de supprimer la vente collective de la force de travail. Cela ne veut pas dire que toute résistance ouvrière devient impossible. Mais cela réduit cette résistance à des actions ponctuelles et fragmentées.

DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE ET DICTATURE FASCISTE

Ce n'est pas par aveuglement politique ou par peur de la révolution que le

Grand Capital accepte le transfert de l'exercice du pouvoir aux assassins fascistes. Il s'y trouve contraint par la crise économique extrêmement profonde à laquelle il est confronté.

La plupart des grands magnats de l'industrie et de la finance se méfient au début de l'aventurier risque-tout, du demagogue nihiliste sans foi ni loi qu'était Adolf Hitler. Seuls quelques-uns parmi eux – dont quelques étrangers comme Henry Ford – l'appuyèrent financièrement vers la fin des années 1920. La bourgeoisie préfère généralement un régime de démocratie parlementaire en lente décomposition, évoluant vers un État fort, au règne totalitaire d'un parti fasciste qu'elle ne peut pas complètement contrôler.

Mais le maintien d'un régime parlementaire même progressivement vidé d'une grande partie de sa substance implique un prix économique et social. Le mouvement ouvrier conserve des institutions de défense collective de ses intérêts, peut marchander même ses capitulations successives dans le cadre d'une politique de collaboration de classe.

Lorsque les profits tombent de manière catastrophique, cette marge de manœuvre de la bourgeoisie se rétrécit, puis disparaît. La relance des profits a alors pour précondition la destruction du mouvement ouvrier organisé.

Mais celui-ci est trop fort, trop bien structuré, trop bien implanté dans la société pour que l'appareil de répression de l'État bourgeois puisse en venir à bout. Il faut l'apport d'une force organisée beaucoup plus ample, à son tour massive et implantée dans tous les

secteurs de la société. Le parti fasciste de masse et ses formations terroristes paramilitaires permettent de remplir cette fonction.

La dictature fasciste, c'est donc l'utilisation d'un mouvement de masse ample et bien organisé, pour détruire le mouvement ouvrier, terroriser et atomiser la classe ouvrière et d'autres couches potentiellement antifascistes.

Cette définition de la dictature fasciste souligne la différence fondamentale entre un régime politique dans lequel la classe ouvrière conserve ses organisations et sa capacité de résistance collective et un régime dans lequel tout cela a disparu.

Elle s'oppose donc à toute tentative de minimiser ou même de nier cette différence fondamentale. C'est l'ensemble des organisations ouvrières que le fascisme détruit et supprime, même les plus modérées. Il utilise à cette fin la frustration, le désespoir des classes moyennes appauvries et de couches déclassées d'autres classes sociales. Le fascisme, c'est la transformation de cette masse jadis politiquement et socialement plutôt impuissante en force de frappe déchaînée contre le mouvement ouvrier.

COMMENT CETTE CATASTROPHE FUT-ELLE POSSIBLE ?

La prise du pouvoir par les nazis, puis la consolidation de ce pouvoir, fut un désastre pour la classe ouvrière allemande et européenne, pour l'Union Soviétique, pour tous les peuples d'Europe, pour la civilisation humaine. La deuxième puissance industrielle du monde tombait sous la coupe d'un régime semi-barbare.

Le peuple qui avait donné à l'humanité Bach et Beethoven, Hegel et Kant, Goethe et Schiller, Marx et Engels, lui donne les tortionnaires de la Gestapo, la législation raciste de Nuremberg, les camps de concentration et d'extermination, le Generalplan Ost qui prévoyait l'extermination de cent millions d'êtres humains en Europe centrale et orientale.

Le mouvement de masse fasciste, comme la prise du pouvoir fasciste, sont le produit d'une crise sociale extrêmement profonde. La petite bourgeoisie est habituellement conservatrice. Mais dans l'Allemagne d'après 1914, elle fut paupérisée par l'inflation et la ruine de la petite entreprise. Elle n'avait nulle part où se recaser. Elle fut

idéologiquement ulcérée dans son nationalisme primaire par la défaite militaire et les clauses draconiennes du Traité de Versailles.

La crise économique aggrava toutes ces données à partir de 1930. La République de Weimar en décomposition progressive ne lui offrit aucune perspective. Elle se livra donc corps et âme à un aventurier sans scrupules qui, fin tacticien, lui promit de satisfaire tous ses désirs, même les plus contradictoires.

Le Grand Capital, puis l'armée, d'abord réticents, furent conquis lorsque Hitler promit au premier d'être seul maître à bord dans les entreprises, et à la seconde de réaliser le réarmement de l'Allemagne à marche forcée.

Du même coup, le fléau du chômage allait être éliminé, fût-ce au prix d'une banqueroute d'État menaçante. Mais celle-ci serait résorbée par le pillage de l'Europe et de l'Union Soviétique. La guerre pour la domination du monde était au bout de l'entreprise nazie. Elle

Cette résistance était parfaitement possible. Des millions de salariéEs y aspiraient de toutes leurs forces. L'absence de cette résistance réussie est largement due à l'incompréhension et à l'ineptie des directions du PC et de la social-démocratie. Sur ordre de Staline, les dirigeants du PC prétendirent qu'il y avait une situation révolutionnaire en Allemagne, que dans ces conditions la social-démocratie était l'obstacle principal à vaincre, qu'il fallait d'abord battre la social-démocratie avant de pouvoir battre les nazis. Ils appelèrent les sociaux-démocrates des « sociaux-fascistes ». Ils minimisèrent de façon criminelle le désastre qu'une prise de pouvoir nazie signifierait pour le PC et tout le mouvement ouvrier. Ils prétendirent qu'Hitler ne se maintiendrait pas longtemps au pouvoir et qu'une victoire communiste lui succéderait rapidement.

Ce sectarisme dogmatique aveugle rendit beaucoup plus difficile la constitu-



Des étudiants nazis brûlent les livres jugés dangereux par les nazis en public le 10 mai 1933. DR

était dans la continuité de la politique des forces conservatrices nationalistes des « élites » allemandes depuis la fin du XIX^e siècle. Celles-ci portent la responsabilité totale de l'entreprise et des crimes fascistes qu'elles ont rendu possibles et qu'elles ont pleinement acceptés jusqu'au moment où elles comprirent que la guerre était perdue.

Mais pour que la dictature fasciste s'établisse et se consolide, il faut encore que la troisième classe sociale en présence, plus nombreuse que petite-bourgeoisie et grande bourgeoisie réunies, n'y oppose pas une résistance réussie.

tion du front uni contre les nazis, de la base au sommet, auquel les staliniens refusèrent d'ailleurs longtemps d'appeler, se contentant d'un irréalisable « front uni à la base ».

Le crétinisme légaliste et électoraliste des sociaux-démocrates ne fut pas moins criminel que le sectarisme des staliniens. Les dirigeants sociaux-démocrates s'accrochèrent à la fiction qu'on ne devait pas sortir de la « légalité »,



même au moment où les nazis la violèrent totalement. Ils continuaient à miser sur des élections que les fascistes étaient décidés à interdire une fois pour toutes. Ils refusèrent l'unité d'action avec le PC sous prétexte de « s'opposer à la violence d'où qu'elle vienne ». Ils étouffèrent les efforts des travailleurs d'opposer la grève générale insurrectionnelle à la prise du pouvoir des nazis. Ils n'évitèrent pas ainsi la guerre civile, un « état de siège » en permanence dans les conditions les plus injustes et les plus inhumaines : un seul camp était armé et capable de frapper, l'autre camp était désarmé politiquement, militairement, moralement. Le reste coulait de source.

MENACES D'HIER, MENACES D'AUJOURD'HUI

Vu la montée générale de l'extrême droite partout en Europe, on peut se poser légitimement la question : y a-t-il un parallèle entre la menace d'hier et la menace d'aujourd'hui ? La réponse doit être oui. Il ne faut pas se laisser abuser par une double ambiguïté que le Front National et le Vlaams Blok entretiennent délibérément.

Il y a d'abord l'ambiguïté entre le masque politique qu'ils affichent en public et leurs visées fondamentales qu'ils cherchent encore à cacher. Pour piper des voix, obliger la droite traditionnelle à les considérer comme partenaires valables, conquérir une légitimité pseudo-démocratique, ils jouent la carte des « valeurs chrétiennes traditionnelles » : patrie, famille, sécurité, défense de l'ordre, etc. Mais quand on examine l'idéologie de leur « aile marchante », on y retrouve les nostalgiques du fascisme sans fards ni fausse honte, racistes, antisémites, xénophobes, antiféministes, adversaires farouches des syndicats et du mouvement ouvrier, apologistes et avocats des pires crimes contre l'humanité.

Deuxième supercherie : le Vlaams Blok se présente volontiers comme un défenseur des petites gens. Il affirme s'opposer aux immigrés pour que les chômeurs flamands puissent trouver un emploi. S'il fait feu de tout bois avec l'argument anti-immigrés, c'est qu'il sent que cet argument rencontre des préjugés présents dans pas mal de milieux populaires. Mais ce masque cache de nouveau le véritable visage. Dans le programme du Vlaams Blok, la

problématique des immigrés est à peine mentionnée. Elle n'y occupe qu'un seul paragraphe.

Le prétendu « nationalisme populaire » est en réalité un nationalisme des riches, visant à rendre les pauvres impuissants. Le Pen lui-même est un multimilliardaire. Dillen est lié à des milieux bancaires et industriels bien connus en Flandre.

Le Vlaams Blok veut interdire les piquets de grève comme « milices armées privées ». Il vise à démanteler les syndicats. Il prône un régime corporatiste à la Mussolini qui fait du patron le seul maître à bord dans l'entreprise. Qu'est-ce qui est « populaire » à ce propos, sinon la démagogie ?

Il faut certes distinguer l'idéologie de cette petite clique de nostalgiques du nazisme et la mentalité confuse de la grande masse des électeurs du Vlaams Blok qui ne partagent guère cette nostalgie. Ils sont motivés par la frustration et le sentiment d'être laissés pour compte. Mais dans la mesure où ils ont le sentiment que « centre-droit » et « centre-gauche », c'est de plus en plus chou vert et vert chou, qu'il n'y a aucune solution de rechange présentée par les partis traditionnels, que la démocratie parlementaire est enrayée, impuissante et corrompue, ils sont tentés de chercher leur salut ailleurs.

Dans ce sens, la menace est réelle que l'extrême droite, laissant de plus en plus tomber ses masques, étende sa main vers le pouvoir. Pas sans doute dans l'immédiat mais au cas où la dépression économique aura considérablement accru le nombre de chômeurs, des « nouveaux pauvres » et des « laissés pour compte ».

ÉCRASER LA MENACE DANS L'ŒUF

Il y a cependant des différences substantielles entre la situation actuelle et celle des années trente. Avant tout, le danger d'une dictature fasciste se présente aujourd'hui pour la deuxième fois. Or, un homme ou une femme avertis en valent deux.

Ensuite, dans aucun pays d'Europe, le chômage et le déclassement n'atteignent 40 à 50 de la population comme ils le firent en Allemagne à ce moment-là. La base sociale potentielle du mouvement de masse fasciste reste donc beaucoup plus étroite. C'est d'autant plus vrai que le chômage et le déclassement frappent aujourd'hui avant tout des secteurs de la classe des salariéEs, plus facilement

recupérables que les bourgeois, si le mouvement ouvrier et le front antifasciste adoptent à leur propos une orientation adéquate et correcte.

À cet égard, on ne peut pas oublier une vérité fondamentale déjà exprimée par le socialiste convaincu que fut Albert Einstein dans les années trente : aucune lutte antifasciste efficace n'est possible sans une élimination radicale du chômage. Voilà pourquoi l'orientation politique d'acceptation de l'austérité adoptée par la social-démocratie européenne, ainsi que par la majorité de la bureaucratie syndicale est lourde de conséquences. Elle fait objectivement le lit de l'extrême droite.

La lutte antifasciste réclame une critique résolue de cette politique-là ainsi que des propositions concrètes d'une politique économique de rechange. Enfin, l'homme et la femme ne vivent pas seulement de pain. Derrière l'attrait que le racisme et la xénophobie exercent sur certaines couches de la population, il y a la retombée de la crise de crédibilité du socialisme en tant que projet de société alternatif par rapport au capitalisme.

On ne combattra le fléau fasciste qu'en refusant de faire une quelconque concession au racisme et à l'égoïsme étroit. On ne le combattra qu'en défendant franchement les valeurs socialistes et humanistes de solidarité, qu'en démontrant en pratique qu'elles servent, mieux que les préjugés, les intérêts réels de tous les salariéEs, qu'elles donnent un sens à la vie mille fois plus valable que les mythes inhumains. On ne le combattra qu'en réinventant l'espoir de bonheur pour tous.

AVERTISSEMENTS IGNORÉS

Seuls Trotsky et quelques intellectuels allemands courageux avaient compris l'ampleur du danger. Trotsky avertit la classe ouvrière allemande : si vous laissez les nazis arriver au pouvoir, ils passeront comme un char d'assaut sur vos os. Les nazis au pouvoir, c'est la guerre contre l'Union Soviétique, c'est l'extermination physique des populations juives d'Europe, pronostiquait Trotsky. Il faut par tous les moyens empêcher les fascistes d'arriver au pouvoir. Il faut avant tout constituer contre eux l'unité d'action, de la base au sommet, de toutes les organisations ouvrières, sans ultimatum aucun. Ces cris pathétiques n'ont pas été entendus. □

Les leçons de l'expérience italienne

PAR LÉON TROTSKY

Dans ce texte¹, Trotsky rappelle, face à la montée du nazisme en Allemagne, que la social-démocratie et le Parti communiste avaient déjà été vaincus sans combattre en Italie.

Le fascisme italien est issu directement du soulèvement du prolétariat italien, trahi par les réformistes. Depuis la fin de la guerre, le mouvement révolutionnaire en Italie allait en s'accroissant et, en septembre 1920, déboucha sur la prise des fabriques et des usines par les ouvriers. La dictature du prolétariat était une réalité, il fallait seulement l'organiser et en tirer toutes les conclusions. La social-démocratie prit peur et fit marche arrière. Après des efforts audacieux et héroïques, le prolétariat se retrouva devant le vide. L'effondrement du mouvement révolutionnaire fut la condition préalable la plus importante de la croissance du fascisme. En septembre, l'offensive révolutionnaire du prolétariat s'arrêtait ; dès novembre, se produisit la première attaque importante des fascistes (la prise de Bologne).

À vrai dire, le prolétariat était encore capable après la catastrophe de septembre de mener des combats défensifs. Mais la social-démocratie n'avait qu'un souci : retirer les ouvriers de la bataille au prix de concessions continuelles. Les sociaux-démocrates espéraient qu'une attitude soumise de la part des ouvriers dresserait « l'opinion publique » bourgeoise contre les fascistes. De plus, les réformistes comptaient même sur l'aide de Victor Emmanuel². Jusqu'au dernier moment, ils dissuadèrent de toutes leurs forces les ouvriers de lutter contre les bandes de Mussolini. Mais cela ne fut d'aucun secours. À la suite de la haute bourgeoisie, la couronne se rangea du côté fasciste. S'étant convaincus au dernier moment qu'il était impossible d'arrêter le fascisme par la docilité, les sociaux-démocrates appelèrent les ouvriers à la grève générale. Mais cet appel fut un fiasco. Les réformistes avaient si longtemps mouillé la poudre, craignant

qu'elle ne s'enflamme, que, lorsqu'ils approchèrent enfin d'une main tremblante une allumette enflammée, la poudre ne prit pas feu.

L'INSTALLATION DU FASCISME

Deux ans après son apparition, le fascisme était au pouvoir. Il renforça ses positions grâce au fait que la première période de sa domination coïncida avec une conjoncture économique favorable, qui succédait à la dépression de 1921-1922. Les fascistes utilisèrent la force offensive de la petite bourgeoisie pour écraser le prolétariat qui reculait. Mais cela ne se produisit pas immédiatement. Déjà installé au pouvoir, Mussolini avançait sur sa voie avec une certaine prudence : il n'avait pas encore de modèle tout prêt. Les deux premières années, même la Constitution ne fut pas modifiée. Le gouvernement fasciste était une coalition. Les bandes fascistes, pendant ce temps, jouaient du bâton, du couteau et du revolver. Ce n'est que progressivement que fut créé l'État fasciste, ce qui impliqua l'étranglement total de toutes les organisations de masse indépendantes.

Mussolini atteignit ce résultat au prix de la bureaucratisation du parti fasciste. Après avoir utilisé la force offensive de la petite bourgeoisie, le fascisme l'étrangla dans les tenailles de l'État bourgeois. Il ne pouvait agir autrement, car le désenchantement des masses qu'il avait rassemblées, devenait le danger le plus immédiat pour lui. Le fascisme bureaucratisé se rapprocha extraordinairement des autres formes de dictature militaire et policière. Il n'a déjà plus la base sociale d'autrefois. La principale réserve du fascisme, la petite bourgeoisie, est épuisée. Seule l'inertie historique permet à l'État fasciste de maintenir le prolétariat dans un état de dispersion et d'impuissance. Le rapport des forces se modifie automatiquement

en faveur du prolétariat. Ce changement doit conduire à la révolution. La défaite du fascisme sera l'un des événements les plus catastrophiques dans l'histoire européenne. Mais les faits prouvent que tous ces processus demandent du temps. L'État fasciste est en place depuis dix ans. Combien de temps se maintiendra-t-il encore ? Sans se risquer à fixer des délais, on peut dire avec assurance que la victoire d'Hitler en Allemagne signifierait un nouveau long répit pour Mussolini. L'écrasement d'Hitler marquera pour Mussolini le début de la fin.

Dans sa politique à l'égard d'Hitler, la social-démocratie allemande n'a pas inventé un seul mot : elle ne fait que répéter plus pesamment ce qu'ont accompli en leur temps avec plus de tempérament les réformistes italiens. Ces derniers expliquaient le fascisme comme une psychose de l'après-guerre ; la social-démocratie allemande y voit une psychose « de Versailles », ou encore une psychose de la crise. Dans les deux cas, les réformistes ferment les yeux sur le caractère organique du fascisme, en tant que mouvement de masse, né du déclin impérialiste. Craignant la mobilisation révolutionnaire des ouvriers, les réformistes italiens mettaient tous leurs espoirs dans l'« État ». Leur mot d'ordre était : « *Victor Emmanuel, intervient !* ». La social-démocratie allemande n'a pas une ressource aussi démocratique qu'un monarque fidèle à la Constitution. Eh bien, il faut se contenter d'un président. « *Hindenburg, intervient !* »

Dans la lutte contre Mussolini, c'est-à-dire dans la reculade devant lui, Turati lança la formule géniale : « *Il faut avoir le courage d'être un lâche.* » Les réformistes





allemands sont moins frivoles dans leurs mots d'ordre. Ils exigent « *du courage pour supporter l'impopularité* » (Mut zur Unpopularität). C'est la même chose. Il ne faut pas craindre l'impopularité, lorsqu'on s'accommode lâchement de l'ennemi.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Si le cours des choses dépendait seulement de la direction du parti social-démocrate, la carrière d'Hitler serait assurée.

Toutefois, il faut reconnaître que, de son côté, le Parti communiste allemand n'a pas appris grand-chose de l'expérience italienne.

« IGNORER LA NATURE SPÉCIFIQUE DU FASCISME NE PEUT QUE PARALYSER LA VOLONTÉ DE LUTTE CONTRE LUI »

Le Parti communiste italien est apparu presque en même temps que le fascisme. Mais les mêmes conditions de reflux révolutionnaire, qui portaient le fascisme au pouvoir, freinaient le développement du Parti communiste. Il ne se rendait pas compte des dimensions du danger fasciste, se berçait d'illusions révolutionnaires, était irréductiblement hostile à la politique de front unique, bref, souffrait de toutes les maladies infantiles. Rien d'étonnant à cela : il avait seulement deux ans. Il ne voyait dans le fascisme que « *la réaction capitaliste* ». Le Parti communiste ne discernait pas les traits *particuliers* du fascisme, qui découlent de la mobilisation de la petite bourgeoisie contre le prolétariat. D'après les informations de mes amis italiens, à l'exclusion du seul Gramsci, le Parti communiste ne croyait pas possible la prise du pouvoir par les fascistes. Puisque la révolution prolétarienne subit une défaite, puisque le capitalisme a tenu bon, et que la contre-révolution a triomphé, quel coup d'État contre-révolutionnaire peut-il encore y avoir ? La bourgeoisie ne peut pas se soulever contre elle-même ! Telle était l'orientation politique fondamentale du Parti communiste italien. Cependant, il ne faut pas oublier que le fascisme italien était alors un phénomène nouveau, qui se trouvait seulement en cours de formation : il aurait été difficile même pour un parti plus expérimenté de discerner ses traits spécifiques.

La direction du Parti communiste allemand reproduit aujourd'hui presque littéralement la position initiale du communisme italien : le fascisme est *seulement* la réaction capitaliste ;

les différences entre les diverses formes de la réaction capitaliste n'ont pas d'importance du point de vue du prolétariat. Ce radicalisme vulgaire est d'autant moins excusable que le parti allemand est beaucoup plus vieux que ne l'était le parti italien à l'époque correspondante ; en outre, le marxisme s'est enrichi aujourd'hui de l'expérience tragique de l'Italie. Affirmer que le fascisme est déjà en place ou nier la possibilité même de son accession au pouvoir, revient au même politiquement. Ignorer la nature spécifique du fascisme ne peut que paralyser la volonté de lutte contre lui.

La faute principale incombe évidemment à la direction de l'Internationale communiste. Les communistes italiens plus que tous les autres auraient dû élever leur voix pour mettre en garde contre ces erreurs. Mais Staline et Manouïlsky les ont obligés à renier les leçons les plus importantes de leur propre défaite. Nous avons vu avec quel empressement Ercoli s'est dépêché de passer sur les positions du social-fascisme, c'est-à-dire sur les positions d'attente passive de la victoire fasciste en Allemagne.

LES CARACTÉRISTIQUES SOCIALES DE L'ITALIE ET DE L'ALLEMAGNE

La social-démocratie internationale s'est longtemps consolée en se disant que le bolchevisme n'était concevable que dans un pays arriéré. Elle appliqua ensuite la même affirmation au fascisme. La social-démocratie allemande doit maintenant comprendre à ses propres dépens la fausseté de cette consolation : ses compagnons de route petits bourgeois sont passés et passent encore dans le camp du fascisme, les ouvriers la quittent pour le Parti communiste. Seuls se développent en Allemagne le fascisme et le bolchevisme. Bien que la Russie d'une part et l'Italie d'autre part soient des pays infiniment plus arriérés que l'Allemagne, l'une et l'autre ont néanmoins servi d'arène au développement des mouvements politiques, caractéristiques du capitalisme impérialiste. L'Allemagne avancée doit reproduire les processus qui, en Russie et en Italie, sont déjà achevés. Le problème fondamental du développement allemand peut aujourd'hui être formulé ainsi : suivre la voie russe ou la voie italienne ?

Évidemment, cela ne signifie pas que la structure sociale hautement développée de l'Allemagne n'a pas d'importance pour le destin futur du bolchevisme et du fascisme. L'Italie est, dans une mesure plus

large que l'Allemagne, un pays petit bourgeois et paysan. Il suffit de rappeler qu'en Allemagne il y a 9,8 millions de personnes travaillant dans l'agriculture et l'économie forestière, et 18,5 millions dans l'industrie et le commerce, c'est-à-dire presque deux fois plus. En Italie, pour 10,3 millions de personnes travaillant dans l'agriculture et l'économie forestière, il y a 6,4 millions de personnes travaillant dans l'industrie et le commerce. Ces chiffres bruts, globaux, sont encore loin de donner une image du poids spécifique élevé du prolétariat dans la vie de la nation allemande. Même le chiffre gigantesque des chômeurs est une preuve à l'envers de la puissance sociale du prolétariat allemand. Le tout est de traduire cette puissance en termes de politique révolutionnaire.

La dernière grande défaite du prolétariat allemand, que l'on peut mettre sur le même plan historique que les journées de septembre en Italie, remonte à 1923. Pendant les huit années qui ont suivi, beaucoup de blessures se sont cicatrisées, une génération nouvelle s'est levée. Le Parti communiste de l'Allemagne représente une force infiniment plus grande que les communistes italiens en 1922. Le poids spécifique du prolétariat, la période assez longue qui s'est écoulée depuis sa dernière défaite, la force considérable du Parti communiste : tels sont les trois avantages qui ont une énorme importance dans l'appréciation générale de la situation et des perspectives.

Mais pour utiliser ces avantages, il faut les comprendre. Ce qui n'est pas le cas. La position de Thaelmann en 1932 reproduit la position de Bordiga en 1922. C'est sur ce point que le danger devient particulièrement grave. Mais ici aussi, il y a un avantage complémentaire qui n'existait pas il y a dix ans. Dans les rangs des révolutionnaires allemands se trouve une opposition marxiste qui s'appuie sur l'expérience de la dernière décennie. Cette opposition est numériquement faible, mais les événements donnent à sa voix une force exceptionnelle. Dans certaines conditions, une légère poussée peut déclencher une avalanche. L'impulsion critique de l'opposition de gauche peut contribuer à un changement opportun de la politique de l'avant-garde prolétarienne. C'est à cela que se résume aujourd'hui notre tâche ! □

1) Extrait de « *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne (Problèmes vitaux du prolétariat allemand)* », publié dans le recueil *Comment vaincre le fascisme ?* Intertitres de la rédaction.

2) Victor Emmanuel III, roi d'Italie de 1900 à 1946.

Combattre l'offensive fasciste

PAR PIERRE FRANK*

Ce texte de Pierre Frank raconte la manifestation du 6 février 1934 en France et la réaction du mouvement ouvrier qui eut lieu dans les jours qui ont suivi. Il fut publié dans un recueil d'articles sous le titre Pour un portrait de Pierre Frank, La Brèche, 1985.



Après l'Allemagne et l'Autriche, c'est en France que la démocratie bourgeoise est en train de périr. Le 6 février marque la fin de toute une période politique en France. Le développement de la crise mondiale a ébranlé toute la structure de l'économie française et sapé les positions politiques conquises grâce au traité de Versailles. Le capitalisme français connaît de grosses difficultés sur le marché mondial, à l'intérieur une crise agraire grave. Le régime parlementaire démocratique ne permet plus dans de telles conditions de continuer à assurer un équilibre social stable.

[...] Chaque ministère tombé était remplacé par un ministère de composition strictement identique. Après l'équipe Édouard – Pierre – Paul – Camille, venait l'équipe Camille – Pierre – Paul – Édouard, à laquelle succédait l'équipe Pierre – Paul – Camille – Édouard¹, et ainsi de suite. Prenant l'allure d'une mauvaise plaisanterie maintes fois répétée, cela devait inévitablement lasser toutes les couches de la population. Ce Parlement, jetant par terre les gouvernements les uns après les autres, mais incapable d'assurer l'existence d'un seul, énervait de plus en plus toute la population. En présence de facteurs comme la faiblesse du mouvement ouvrier, en présence de la victoire du fascisme en Allemagne et des dangers de guerre accrus, ce fut la réaction qui bénéficia du courant antiparlementaire qui se développa dans les masses. Dans cette situation de décomposition

grandissante de la démocratie bourgeoise surgit, à la fin de l'année 1933, un scandale politico-financier qui devait servir de prétexte pour mettre le feu aux poudres. L'affaire Stavisky² ne présentait en soi rien de plus ni rien de moins que bien d'autres scandales qui avaient fleuri sous la III^e République. Le scandale Stavisky mettait en cause, après bien d'autres, des parlementaires, des ministres, des magistrats, des policiers, la Sûreté générale, autrement dit tous les corps de l'appareil d'État.

Mais dès qu'éclata le scandale, la réaction sut l'exploiter complètement à ses fins contre le Parlement. Les organisations réactionnaires organisèrent pendant le courant du mois de janvier des manifestations de plus en plus violentes, de plus en plus audacieuses, permettant à leurs adhérents de s'exercer, avec la complicité de la police de Chiappe³, pour des combats de rue. [...]

Dans un dernier sursaut d'énergie, le ministère Daladier-Frot destitua le préfet de police de son poste, lui donnant d'ailleurs une sinécure au Maroc. Mais cette mesure suffit pour hâter le déclenchement de la révolte des forces réactionnaires [...].

LA JOURNÉE DU 6 FÉVRIER

Le mardi 6 février, le ministère Daladier-Frot se présentait pour la première fois devant les Chambres. Les interpellations les plus importantes visaient ses mesures administratives, c'est-à-dire le renvoi du préfet de police Chiappe. Les séances du Parlement, pendant cette journée, furent

extrêmement houleuses ; les droites et les gauches se couvrirent mutuellement de paroles injurieuses ; des députés en venaient aux coups. La machine parlementaire ne fonctionnait plus. Pour éliminer toute obstruction de la droite, le gouvernement Daladier demanda d'abord la réduction du nombre des interpellations à quatre, puis le renvoi de toutes les interpellations. Posant la question de confiance à ce sujet, il obtint, dans un vacarme infernal, une majorité parlementaire de gauche (radicaux, socialistes, néo-socialistes, etc.).

Mais, en dehors du Parlement, sous les grilles du Palais-Bourbon, déferlait l'émeute réactionnaire. De sa préparation étaient informés non seulement le gouvernement, mais aussi maintes organisations et hommes politiques. Le développement continu des manifestations réactionnaires depuis un mois la laissait prévoir. Le coup de main réactionnaire visait à incendier le Palais-Bourbon ; sa technique avait été soigneusement étudiée. Deux manifestations étaient prévues, place de la Concorde et aux Champs-Élysées, pour cette journée. L'Union nationale des combattants, organisation réactionnaire de masse, avait convoqué ses membres pour une manifestation normale à 20h30 aux Champs-Élysées. Mais les troupes de choc de la réaction, les organisations comme les Jeunesses patriotes (JP), l'Action française (AF), la Solidarité





française (SF), et plus particulièrement les Croix de Feu qui s'étaient préparées pour une émeute, avaient, sur les lieux mêmes où devait se produire la manifestation de l'UNC, commencé des démonstrations violentes dès 18h30, avec destruction de matériel, incendie de voiture, autobus, etc., et attaques armées (coups de rasoir, coups de feu, etc.) contre la police et les gardes mobiles.

Lorsque les manifestants répondant à l'appel de l'UNC arrivèrent, ils se trouvèrent pris dans de violentes bagarres, maltraités, chargés par la police et les gardes, recevant des coups de feu. Réagissant violemment, les manifestants engagèrent de nombreux combats avec la police et les gardes mobiles. Les troupes organisées des Croix de Feu et autres orientèrent la lutte. Des barrages furent forcés ; l'émeute grandit ; le ministère de la Marine commença à brûler ; la Chambre manqua être envahie. Des colonnes marchèrent sur le ministère de l'Intérieur.

Le gouvernement ne resta maître de la situation qu'au bout de plusieurs heures, tard dans la nuit. L'émeute réactionnaire avait coûté la vie à une quinzaine de ses partisans et occasionné des blessures à plusieurs centaines d'autres.

Aujourd'hui, toute la presse bourgeoise parle de manifestation pacifique. L'émeute n'est plus qu'une légende, les Croix de Feu des agneaux. Il est sûr que des études seront faites qui prouveront la préparation d'un coup de force. Dans cette brochure, bornons-nous à signaler qu'il est établi par de nombreux témoins que les troupes réactionnaires avaient prévu un service de médecins et d'infirmiers sur la rive droite ; que, par un singulier hasard, un des grands cafés de la rue Royale, connu comme un centre de réaction, fut dans la soirée même très rapidement aménagé en hôpital. Autre exemple, montrant qu'il s'agissait d'une émeute préméditée, préparée : vers 11 heures du soir, au cours d'un assaut des Croix de Feu contre le ministère de l'Intérieur, un de leurs chefs de section déploya un drapeau blanc, demanda une trêve pour enlever les blessés. Elle fut accordée. La trêve terminée, l'assaut recommença. [Ce 6 février, le Parti communiste

appelle aussi à manifester par le biais de l'une de ses officines, l'Association républicaine des anciens combattants (l'ARAC), réalisant une sorte de front unique avec les fascistes. Tout mouvement de contestation était bon à prendre pour faire tomber le gouvernement de Daladier selon la direction stalinienne. Évidemment, les militants communistes furent noyés dans le flot des réactionnaires et cette trahison jeta le trouble dans le Parti et chez ses sympathisants. Trois jours plus tard, volte-face de la direction du PC : elle appelle à manifester le 9 février pour l'arrestation de Chiappe et pour la dissolution des ligues fascistes. Répétons que le PC avait manifesté le 6 à côté des fascistes qui refusaient le renvoi de Chiappe... Cette manifestation en solo du PC sera durement réprimée : il y aura 9 morts et des dizaines de blessés. NDLR]

LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 12 FÉVRIER

Les derniers jours de la semaine et le dimanche furent occupés, dans toutes les organisations de la classe ouvrière, par la préparation très active de la grève générale.

Pour le 12 février, à Paris, la CGT appelait à la grève et rien qu'à la grève. Le Parti socialiste décida une grande démonstration publique sur le cours de Vincennes et place de la Nation, faisant appel à toutes les organisations ouvrières pour se joindre à lui dans cette manifestation. Par une édition spéciale de *l'Humanité* du 11 au soir, le Parti communiste appela également les travailleurs de Paris à cette manifestation du cours de Vincennes.

La grève générale du 12 février eut, à Paris, une ampleur considérable. Dans les transports publics, les compagnies ne purent les assurer en partie que par des moyens de fortune pendant une partie de la journée seulement. Chômage complet dans les PTT et dans la plupart des administrations ; chômage important chez les instituteurs ; chômage total dans le bâtiment, chômage massif dans la métallurgie, total également dans l'industrie du livre ; aucun journal ne parut ce jour, etc.

Avant midi, la plupart des petits commerçants fermaient leurs magasins. Il fallait remonter aux années d'après-guerre, 1919-1920, pour trouver des termes de comparaison, une

grève générale à Paris aussi ample. L'après-midi, les travailleurs parisiens descendirent en groupes compacts vers le cours de Vincennes et la place de la Nation. La manifestation rassembla un nombre incalculable de travailleurs. La préfecture de police donna le chiffre de 30 000, *l'Humanité* et *le Populaire* se montrèrent très certainement modestes en évaluant à 150 000 le nombre des travailleurs qui manifestèrent au cours de Vincennes lundi après-midi. Manifestation d'une ampleur et d'un enthousiasme indescriptibles. Les travailleurs, après bien des années de défaites et d'échecs, reprenaient conscience de leur force et de leur puissance, se serraient les coudes. Manifestation où l'unité d'action fut acclamée. Manifestation de front unique, où les pancartes, les drapeaux étaient mêlés, les organisations pratiquement confondues. Les quelques tentatives des stalinistes d'exploiter le front unique, pour des visées de boutique, se brisèrent misérablement sur le courant unitaire qui jaillissait de l'ensemble des travailleurs réunis. La manifestation du 12 février se termina dans le calme le plus complet et sans accident sanglant sauf en quelques points de banlieue.

En province, la grève générale entraîna également l'ensemble des travailleurs. Des manifestations uniques entre travailleurs de toutes tendances eurent lieu. Non seulement dans les centres industriels, mais dans de nombreuses villes se déroulèrent des manifestations puissantes de masses de travailleurs, comme l'on n'en avait pas vu depuis près de quinze ans, rassemblant parfois le quart ou le tiers de la population. Dans l'ensemble, la grève générale et les manifestations se déroulèrent sans conflit sanglant entre travailleurs manifestant et la force armée de l'État capitaliste.

La grève générale du 12 février constitua un succès considérable de la classe ouvrière, une riposte formidable à la journée réactionnaire du 6 février. [...]

COMMENT LUTTER ?

COMMENT TRIOMPHER ?

Comment la classe ouvrière peut-elle espérer vaincre ? Une première réponse à cette question lui est fournie nettement par sa propre expérience



Cortège des Ligues d'extrême droite, le 6 février 1934.
DR / Collection Musée d'histoire vivante - Montreuil.

récente de la grève générale du 12 février : c'est dans l'unité d'action que réside la force qui lui assurera la victoire. Les travailleurs le ressentent instinctivement. D'où une poussée unitaire des ouvriers qui contraint toutes leurs organisations à faire converger leur action pour un jour ; cette pression pour l'unité d'action continue à se faire sentir encore très fortement ; mais elle est déjà moins forte que dans les jours qui précéderont la grève générale ; et il en résulte une tendance des organisations à revenir à leurs formules habituelles anti-unitaires. La conséquence immédiate, c'est que le front unique improvisé plutôt que réalisé par la grève générale, au lieu d'être consolidé et organisé, est menacé de rupture. [...]

OÙ EST DONC LA SOLUTION ?

Elle n'est pas dans l'unité politique. Les scissions dans les organisations politiques ne sont pas le produit du caractère, des désirs, du bon ou du mauvais vouloir de quelques militants, de tel ou tel état-major, elles ont des raisons profondes. C'est un fait que la classe ouvrière est divisée en fractions qui n'ont ni le même but ni le même programme ni les mêmes méthodes et des traditions différentes. Songer à annuler tout cela par on ne sait quel miracle de bonne volonté réciproque est purement utopique ; pour unifier des

couches différentes, il faut de grands événements, de grandes expériences politiques. Actuellement nous n'en sommes pas là ; actuellement, il y a des révolutionnaires qui, pour le triomphe de la révolution prolétarienne, suivent ou veulent redresser la II^e Internationale ; d'autres qui suivent ou veulent redresser la III^e Internationale ; d'autres enfin, dont nous sommes, qui n'ont confiance ni dans l'une ni dans l'autre, parce que l'expérience nous a montré leur incapacité, et qui travaillent à la création d'une IV^e Internationale. Deuxième, Troisième ou Quatrième Internationale, c'est une division qui n'a rien d'arbitraire, et c'est en en tenant compte qu'il faut agir.

Pour surmonter dans l'action de chaque jour cette division historique du prolétariat, il n'y a qu'un moyen pratique et efficace : l'entente des organisations pour agir en commun sur des points précis. Cela s'est déjà fait quelquefois, mais maintenant, où toute la classe ouvrière est menacée d'un danger mortel dont le triomphe n'épargnera aucune d'elles (après l'Italie et l'Allemagne, c'est l'exemple de l'Autriche qui parle avec trop d'éloquence), ce n'est pas un accord, une entente d'un jour qui s'impose, mais une alliance permanente. C'est pourquoi nous, Ligue communiste, préconisons, face à l'Union nationale de tous

les partis bourgeois et face au danger fasciste, la création d'une Alliance ouvrière de toutes les organisations afin de coordonner la lutte contre le fascisme de toutes les couches de travailleurs. Un accord au sommet entre le PC, le PS, la CGT, la CGTU et toutes les autres organisations, si précieux soit-il, ne saurait suffire. Pour mener à bien dans chaque coin la lutte contre le fascisme, pour aboutir à rendre les agglomérations ouvrières irrespirables aux fascistes, il faut que, localement, soit coordonnée l'action de tous les groupements ouvriers locaux, et c'est pourquoi il faut développer, faire vivre les comités locaux (pour l'Alliance ouvrière, d'initiative, de vigilance, d'unité d'action, etc.) qui se sont créés pour le 12 février. Il faut en créer là où il n'en existe pas, afin de couvrir tout le pays d'un réseau de comités en vue d'entraîner tous les travailleurs dans la lutte contre le fascisme.

Un des éléments importants de l'action contre le fascisme réside dans une lutte physique contre les bandes qu'il mobilise pour terroriser les travailleurs. La propagande dans les larges couches de la nation, les vastes rassemblements, les démonstrations



monstres ont une valeur considérable. Mais la lutte entre la classe ouvrière et le fascisme ne peut rester dans le cadre des batailles politiques des périodes passées. Elle débordera très vite, elle a déjà commencé à le faire, sur le terrain de la lutte physique. Agression des militants, agression des locaux, des permanences, agression des manifestations, tout cela est à l'ordre du jour chez l'ennemi de classe. Il importe donc que les organisations ouvrières organisent leur défense et, pour cela, constituent des milices, des groupes de défense qui, ripostant du tac au tac, seront à la pointe du combat contre le fascisme. C'est un problème capital à présent. L'ennemi fasciste – qui comprend l'importance des formations de combat – les développe avec tous les moyens que de riches bourgeois peuvent mettre à sa disposition. Elles doivent trouver à qui parler. Les plus grandes démonstrations ouvrières non encadrées par des groupes

entraînés pour la lutte et organisés à cet effet sont pratiquement impuissantes devant des formations conçues sur un type militaire. La création de groupes de défense par les organisations ouvrières est une question de vie ou de mort. Celles-ci doivent y affecter des militants triés sur le volet, pour leur dévouement et leur capacité. Chacun doit, dans son organisation, exiger qu'on se mette à l'organisation immédiate de la défense antifasciste. Une des tâches de l'Alliance ouvrière et des comités locaux est de coordonner l'action des milices existantes. La politique se tranchera bientôt par les armes. À ce sujet se pose la question de l'armement du prolétariat. La presse bourgeoise mène grand bruit au sujet de prétendue constitution de dépôts d'armes par les organisations ouvrières ; ce tintamarre a pour but de laisser dans l'ombre l'armement auquel se livrent les bandes réactionnaires.

Pour nous, le problème se pose de la façon suivante : si indispensable pour

sa légitime défense que soit son armement, la classe ouvrière ne pourra malheureusement, avec ses gros sous, que préparer des armes insuffisantes pour la guerre civile moderne. Mais il lui est possible, en France, de s'assurer ce qui lui fait défaut sans avoir besoin de s'abandonner au romantisme. Des armes, des munitions, il y en a dans les casernes, dans les parcs de l'armée entre les mains de jeunes ouvriers et de jeunes paysans sous l'uniforme. Gagner ces jeunes travailleurs, ouvriers et paysans, c'est gagner les armes les meilleures pour la guerre civile. L'antimilitarisme révolutionnaire, non celui qui prêche la désertion – qui plus que jamais serait une aberration criminelle – mais celui qui enseigne aux soldats le rôle que la bourgeoisie veut leur faire jouer et qui leur fait prendre conscience de leur classe et de leurs intérêts, ce travail acquiert maintenant, quand la guerre civile se prépare, une importance primordiale. A côté de troupes mercenaires, la France bourgeoise, au



Manifestants réunis au cours de Vincennes, le 12 février 1934. DR / Collection RaDAR.

contraire de l'Allemagne, par exemple, emploie chaque année des jeunes exploités de la ville et des champs pour sa défense, elle leur remet des armes. Les organisations ouvrières qui ne se tourneraient pas du côté des jeunes soldats ne feraient que remettre à l'ennemi les armes qui peuvent assurer la victoire.

Il faut conquérir l'armée. Dans chaque quartier ouvrier où il y a une caserne, il faut s'en occuper, prendre des liaisons avec les soldats pour que, lorsque le rapport des forces et la situation le permettront, les délégués des casernes trouvent leur place dans les comités d'Alliance ouvrière pour la défense de tous les exploités, ceux de l'usine et des champs comme ceux de la caserne.

Alliance ouvrière, comités locaux, milices ouvrières, à ces trois objectifs s'en ajoute un autre non moins important, dont la grève générale a montré la nécessité urgente : l'unité syndicale. S'il est utopique de songer à unifier des partis à programmes différents, autant il s'impose d'unifier tous les travailleurs sur le terrain commun de leurs revendications quotidiennes. Malgré les divergences qui peuvent exister sur la manière de faire triompher ces revendications, l'unité syndicale peut être assurée si, dans le syndicat commun, chaque tendance peut défendre librement ses conceptions et si l'ensemble des syndiqués s'incline devant les décisions de la majorité. Être dans un syndicat différent pour ne pas se trouver en minorité ne donne guère de possibilités d'action supérieures pour la lutte à l'entreprise. Une corporation vient de le montrer malheureusement trop bien pour le 12, c'est celle des cheminots ; même disposant de la sympathie de la majorité des cheminots, la Fédération unitaire n'a pas du tout été suivie dans son appel à la grève générale, parce que les cheminots se sont sentis affaiblis par la division syndicale. L'unité syndicale s'impose rapidement ; une initiative importante vient d'être prise précisément par un syndicat de cheminots, celui des unitaires du Blanc. À tous ceux qui sont pour la fusion des deux CGT, de la base au sommet, pour un congrès d'unité qui déterminera à la majorité l'orientation de la centrale unifiée, il fait appel pour une action dans tout le pays. L'initiative des cheminots unitaires du Blanc doit recevoir l'appui de tous les partisans de l'unité syndicale

pour créer un courant irrésistible qui, brisant tous les obstacles, imposera la réalisation de celle-ci.

La classe ouvrière s'est trouvée le 12 février sur la défensive ; mais celle-ci ne peut constituer un but. Comment passer à l'offensive ? Comment marcher vers le pouvoir ?

Là encore, les comités créés pour l'action commune peuvent jouer un rôle important. Aujourd'hui leur tâche principale est de coordonner l'action de défense de toutes les organisations. Mais en s'implantant dans les entreprises, en se liant à toutes les couches travailleuses de la population, ils pourront être amenés demain à étendre leurs tâches, à élargir leurs objectifs.

Au Parlement bourgeois, la force ouvrière est amenuisée, car elle s'exprime sur le plan choisi par l'adversaire de classe. Les comités d'Alliance ouvrière commencent par contre à assurer une sorte de représentation parlementaire de la classe ouvrière, de toutes ses tendances et nuances, dans un organisme à elle, et non sous l'aspect trompeur de la pseudo-égalité de la démocratie bourgeoise. La force ouvrière peut y prendre toute son expansion. C'est ainsi que dans ces comités peuvent se créer, face aux formes représentatives et gouvernementales de la bourgeoisie, les bases du pouvoir ouvrier. Rassembler ces comités pour la région parisienne, par ville, par région, pour tout le pays, ce serait commencer à jeter les fondements des Communes ouvrières, d'un Parlement ouvrier, de ces organismes où se forgera le pouvoir ouvrier qui chassera le pouvoir bourgeois.

Le développement de la lutte contre le fascisme doit transformer les organismes actuels de défense commune des travailleurs en organes d'exécution de leur pouvoir.

Rassemblement ouvrier pour l'action et dans l'action est une condition indispensable de la victoire ; mais il en est une autre découlant de tous les enseignements de l'histoire : la révolution ne peut triompher si la classe ouvrière ne dispose pas d'un parti révolutionnaire groupant l'avant-garde de la classe, sa partie la plus consciente et la plus décidée, celle qui par sa théorie concentre l'expérience du passé et qui, dans chaque lutte partielle, ne cesse d'orienter la classe vers son but final en lui montrant les moyens d'y arriver.[...] □

***Pierre Frank (1905-1985).**

Ingénieur-chimiste, Pierre Frank est un des premiers trotskistes français et l'un des créateurs du journal La Vérité (voir Drapeau rouge n°4). En 1930, il rejoint Trotsky sur l'île de Prinkipo (au large d'Istanbul) pour être un des membres du secrétariat qui préparera l'une des premières conférences de « L'Opposition de gauche internationale ». À son retour en France, il est un des leaders de la Ligue communiste, l'organisation trotskiste française dans les années 1930.

Pendant la guerre, exilé en Angleterre, il réussit à publier un journal intitulé International Correspondence. Mais il est arrêté pour désertion par la police. Il est placé dans un camp de prisonniers britannique et restera enfermé toute la guerre, n'étant libéré que grâce à l'aide de la trotskiste Betty Hamilton. Pierre Frank sera secrétaire de la Quatrième Internationale de 1948 à 1979.

1) Édouard (Daladier), Pierre (Laval), Paul (Reynaud), Camille (Chautemps), prénoms des principaux ministres de cette période de la III^e République.

2) Affaire Stavisky : Le 25 décembre 1933, le directeur du Crédit municipal de Bayonne, Gustave Tissier fut arrêté pour fraude et mise en circulation de faux bons au porteur pour un montant de 25 millions de francs. On découvrit rapidement que Tissier n'était que l'exécutant du fondateur du Crédit communal, Serge Alexandre Stavisky, qui avait organisé cette fraude (par le système de chaîne de Ponzi lui permettant de détourner plus de 200 millions de francs) sous la surveillance complice du député-maire de Bayonne, Dominique-Joseph Garat, qui sera condamné à deux ans de prison. À la suite de cette arrestation, et en raison des liens étroits existant entre ces escrocs et des personnalités politiques de l'époque, le sous-préfet Antelme sera démis de ses fonctions. La droite et l'extrême droite exploitent l'origine juive de Stavisky pour lancer une grande campagne d'antisémitisme.

Stavisky est alors recherché et il prend la fuite. La police le traque jusqu'à son chalet près de Chamonix. Lorsque les policiers entrent dans la résidence, le 8 janvier 1934, des coups de feu retentissent et Stavisky est trouvé mort, deux balles dans la tête. Il se serait suicidé... (Source Wikipedia)

3) Jean Chiappe (1878-1940) obtient, en 1927, le poste de préfet de police, où il réprime les manifestations communistes, et cultive des amitiés parmi les milieux d'extrême droite dont l'Action française et Maurice Pujo, et l'hebdomadaire nationaliste Gringoire, dont le directeur, Horace de Carbuccia, est son gendre. Très populaire dans les milieux conservateurs, il l'est également auprès des policiers pour avoir amélioré leurs conditions de travail et de vie.

Plusieurs gouvernements successifs tenteront vainement de déloger ce haut fonctionnaire proche de l'extrême droite.

Les socialistes ayant mis comme condition pour leur soutien au gouvernement la révocation du préfet, le radical Édouard Daladier, nouveau président du Conseil, le démet le 3 février 1934, l'accusant également d'avoir freiné l'instruction de l'affaire Stavisky, homme qu'il connaissait. (Source Wikipedia)

La grève antifasciste des postiers parisiens

PAR E. FRONTY

Ce reportage publié dans la revue syndicaliste révolutionnaire Révolution prolétarienne n°169 donne un aperçu de la puissance des grèves qui ont suivi le 6 février 1934.

Au lendemain des manifestations fascistes de la place de l'Hôtel-de-Ville et de la Concorde, une cinquantaine de militants du Syndicat des Agents sont réunis dans une salle de la Bourse du Travail, sur l'initiative de notre camarade Mathé, secrétaire départemental.

Les événements, depuis la veille, se sont déroulés avec une rapidité foudroyante. Au cours d'une discussion, nous échangeons des idées. On sent chez certains du désarroi et de l'inquiétude. Le beau manifeste de la Fédération, paru le matin même, est unanimement approuvé. C'est le premier cri d'alarme qui trouve un écho puissant dans la conscience des Travailleurs des PTT.

Le sentiment général est qu'il faut réagir sans perdre de temps. C'est à la CGT qu'il appartient de prendre une décision. Un coup de téléphone nous apprend alors qu'elle vient de lancer le mot d'ordre d'une grève générale de vingt-quatre heures pour le lundi 12 février.

EN BATAILLE

Nous voici donc à pied d'œuvre. Nous avons quatre jours pour préparer notre mouvement, alerter nos sections et la masse de nos camarades, convaincre les hésitants, prendre toutes dispositions utiles à une pleine réussite. On convient, avant de se séparer, de se rencontrer chaque soir dans un local désigné immédiatement. Dès lors, nous commençons de vivre quatre jours d'activité fébrile, quatre jours de fièvre pendant lesquels les militants sont sur les dents. On organise réunion sur réunion. Distribution massive des tracts de la Fédération, de l'UD (Union départementale)

de la CGT. Parfois des bruits pessimistes circulent : telle grande usine postale ou télégraphique serait tiède ou ne marcherait pas dans le mouvement. Il faut démentir, rétablir la confiance par des informations précises. La grande presse accomplit sa besogne néfaste, s'efforce de jeter le trouble et la panique, fait un sort aux communiqués d'organisations professionnelles qui ne représentent qu'un timbre de caoutchouc.

Jeudi soir, 8 février, à l'assemblée des Conseils syndicaux de la région parisienne, on remarque que nulle intervention des camarades du rail ne se produit. Cette absence est commentée avec une pointe d'inquiétude. Elle devait être pour nous, postiers, un assez lourd handicap. Dans la journée de vendredi, il en résulta chez beaucoup d'entre nous, un flottement. Il a fallu toute l'énergie des militants pour dissiper le malaise, surmonter cette défaillance.

Palais de la Mutualité, samedi soir, au meeting des PTT, on a l'impression très nette que la partie est gagnée. Certes, ce n'est pas la grande foule, mais il faut tenir compte que de nombreux groupes se sont réunis dans la journée. Les nouvelles sont bonnes ; des conversations qui s'échangent entre militants des différents services, je déduis que la corporation donnera à 70 %. Il nous reste encore une journée à vérifier l'efficacité des dispositions prises partout : piquets de grève, etc.

L'ENSEIGNEMENT D'UNE EXPÉRIENCE

Indiquons ici qu'un des principaux obstacles à une bonne préparation à la grève que les postiers parisiens confédérés ont eu à vaincre, ce fut leur mauvaise

organisation. On y a paré par des initiatives assez heureuses, par des improvisations, par des moyens de fortune. Mais il faut que l'expérience nous serve ; il faut mettre debout des organisations syndicales parisiennes et une section de la Fédération postale qui fonctionnent normalement et qui reproduisent, sur le plan régional, les organisations centrales.

Il est tout de même navrant de constater que très souvent dans un même bureau, dans un même service, les secrétaires des différentes organisations confédérées s'ignorent à peu près complètement, mènent leur action propre sans aucune liaison entre eux. Il serait bon que les militants parisiens, dans une même catégorie et en dehors des catégories, se connaissent mieux et se rencontrent fréquemment. On peut bien dire que l'incontestable dynamisme de la FPU (Fédération postale unitaire) parisienne, malgré son effectif réduit, vient presque uniquement de la cohésion de son cadre militant et de liens solidement établis par des contacts multipliés.

DIMANCHE MINUIT...

Dès le dimanche soir, après, un nouveau meeting, les militants qui appartiennent à des centraux téléphoniques, télégraphiques et postaux où s'effectue un travail de nuit rejoignent leur poste de combat. Minuit. Un ordre est jeté dans le central télégraphique de la bourse : grève générale ! Et c'est la sortie des agents, dans l'ordre et dans le calme, au nez et à la barbe de dix gardiens de la paix. Sur un effectif de plus de vingt camarades, un seul flouagnard. Ça marche !

Dès six heures du matin, les copains

arrivent en nombre, piquets dans toutes les rues adjacentes. La police monte la garde tout autour du bureau. À sept heures, deux de nos camarades sont emmenés menottes aux poings. Huit heures, plus de doute, c'est la victoire. Des copains font la liaison à vélo avec les autres centres. Nous disposons de deux autos et nous aidons à la fermeture d'autres bureaux. L'une de ces voitures restera même aux mains des policiers avec son conducteur, notre camarade Mouseau, que les lecteurs de *la Révolution prolétarienne* connaissent bien.

Au fur et à mesure que les renseignements nous parviennent, notre victoire se précise. Après la dernière prise de service de midi, le doute n'est plus permis. Nous pouvons établir notre bilan dans la joie générale. Deux cent dix camarades sont arrêtés, dont notre camarade Mathé, coffré depuis sept heures du matin, quelques blessés dans les bagarres. Qu'importe, puisque les postiers parisiens, à plus de 90 %, ont suivi le mot d'ordre de grève générale de la CGT !

LES RÉSULTATS DE PARIS

Donnons, d'après PTT, la physionomie générale du mouvement à Paris.

Central télégraphique. — Ordre de grève suivi unanimement. Les piquets de grève constitués par des camarades de toutes les organisations ont, depuis 6 heures du matin, condamné toutes les issues. Toute la journée, un millier d'employés se sont maintenus en permanence dans la grande cour du Central. À minuit seulement, après une dernière *Internationale*, les camarades se sont séparés.

Recette principale. — Dès minuit, tout travail est arrêté. Les bennes et le service pneumatique ne fonctionnent plus. À 5 heures, le hall est complètement occupé par les grévistes qui fraternisent avec les fantassins de la compagnie du service d'ordre.

Les guichets, où aucun agent ne s'est présenté, ont dû être fermés et aucune opération n'a été effectuée dans le grand établissement de la rue du Louvre.

Interurbain. — Une organisation minutieuse avait été prévue par les militants et militantes des organisations confédérées et unitaires, en accord complet avec les vérificateurs adhérents au Syndicat des techniciens. Aussi, le succès du mouvement fut complet : personne n'a franchi les portes de l'Inter, de 6 heures du matin à minuit.

Nous devons signaler le courage des camarades des piquets de grève, tant extérieurs qu'intérieurs, qui ont assuré, sans lassitude, pendant 18 heures consécutives, l'exécution des décisions confédérales. Aucun incident ne s'est produit avec la troupe cantonnée à l'intérieur. Au contraire, nos camarades ravitaillèrent abondamment en cigarettes, boissons, sandwiches, etc., les braves petits soldats, qui auraient bien voulu que la grève générale se prolongeât.

Ambulants. — Les ambulants ont répondu de façon magnifique à l'ordre de grève. Dans tous les bureaux-gares, les services de tri ont été arrêtés. Au transbordement, le chômage a été total. Les bureaux ambulants sont partis à vide de personnel et de courrier. Quelques très rares « flougnards » ont cependant tenu à faire le voyage.

À noter quelques incidents à l'Est, au Sud-Ouest et à l'Ouest, dus au manque de sang-froid de tel directeur ou de tel inspecteur, et dont seul le calme de nos camarades a permis de limiter l'importance.

Bourse (Paris-98). — Dans ce 2^e central télégraphique, tandis que la police montait devant les portes du bureau une garde vigilante et complètement inutile, puisqu'aucun agent ne s'y est présenté, les dispositions prises par nos collègues se sont révélées efficaces et ont déjoué les précautions administratives.

Centraux d'arrondissement, bureaux mixtes. — Devant l'absence quasi-totale de tout personnel, la grande majorité des receveurs s'est résignée à baisser les rideaux et à fermer les bureaux. En ce qui concerne la distribution postale, aucune n'a eu lieu, la grève ayant obtenu l'adhésion unanime des facteurs. Quelques tentatives suprêmes de faire servir les guichets par du personnel auxiliaire se sont montrées sans aucun effet.

Dans la banlieue. — Nous recevons la confirmation que l'ordre de grève a été suivi dans l'immense majorité des communes de banlieue. Toutes les catégories (receveurs, commis, facteurs, ouvriers) ont démontré leur accord avec la Fédération et la GGT.

Centraux téléphoniques. — Nos consignes de grève excluaient tout ce qui aurait pu être interprété par la presse hostile comme un acte de sabotage. En conséquence, le téléphone automatique a fonctionné ; à ceux qui pourraient croire que la grève n'a pas été effective dans les centraux, nous pouvons répondre qu'au contraire, les vérificateurs, les monteurs, les téléphonistes, ont participé avec ensemble au mouvement.

Services administratifs. — Un réveil très sérieux de l'esprit syndical s'est manifesté dans cette branche, que nous enregistrons avec plaisir. C'est une indication précieuse pour l'avenir.

Services techniques. — L'action de nos camarades ouvriers peut se résumer comme à l'habitude, en quelques mots : discipline parfaite, application stricte du mot d'ordre de grève. Partout, ils se sont mis à la disposition des militants des autres catégories pour participer à l'organisation des piquets de grève. □

TRACT DISTRIBUÉ LE 6 FÉVRIER AU SOIR PAR LA LIGUE COMMUNISTE

Travailleurs,

La réaction descend aujourd'hui dans la rue. Elle veut devenir maîtresse de Paris. Elle se prépare au coup d'État pour abolir toutes les conquêtes arrachées par la lutte ouvrière. Elle veut nous réduire au sort des ouvriers allemands.

Pour écraser la vermine réactionnaire, pour barrer la route au fascisme, il faut que se constitue sans tarder l'Alliance ouvrière de toutes les organisations ouvrières (partis, syndicats, etc.) qui, pour entraîner tous les travailleurs sans distinction de nationalité contre le danger commun, s'entendront,

- pour défendre leurs assemblées, leurs locaux, leurs journaux, leurs militants, les exploités étrangers contre les bandes xénophobes,
- pour créer des milices ouvrières et coordonner leur action. À bas la réaction et le fascisme !

Vive l'Alliance ouvrière ! Vivent les milices ouvrières !

Trotskyistes-épiciers au cœur des années noires. L'expérience du Croque Fruit

PAR CÉLINE MALAÏSÉ

Cet article a été initialement publié dans la revue Dissidence n°12-13 (2002-2003). Son autrice est historienne. Elle a aussi réalisé un premier travail remarqué sur la période de la Seconde Guerre mondiale, « Trotskyisme et engagements militants en France de 1938 à 1945 ».

Marseille, 1940 : « À contre-courant, dans les souterrains ramifiés de l'Europe, des milliers d'hommes âgés, jeunes, de femmes, d'enfants, Babel de conditions, Babel de langues, dans le danger des filières hasardées, sous la hantise des barrages sur les routes, des interminables stations dans les gares, des contrôles de la ligne de démarcation, en butte à la hargne de Vichy, dans la permanente crainte des dénonciations, sous la haine obtuse des milices, proies dressées par une administration imprévisible et veule, se ruent vers Marseille. Parce que Marseille est la mer ouverte[...], l'œil ouvert sur le saisissant effondrement d'un continent perdu¹. » Marseille est une étape obligée avant l'exil pour des milliers de réfugiés fuyant la barbarie nazie et en quête de liberté. Son port accueille des cargos en partance pour les Antilles et d'autres pour l'Espagne et le Portugal où se trouvent des hydravions et des cargos à destination des États-Unis.

Vieux-Port, novembre 1940. À la terrasse du bistrot le *Brûleur de Loup*, six jeunes gens discutent, calculent,

écrivent sans prêter attention au brouhaha alentour. Sylvain Itkine, Elio Gabai, Georgette Gabai, Jean Rougeul, René Bleibtreu et Guy d'Hauteville viennent de créer le Croque Fruit. Installé au 3 rue des 13 Escaliers, Le Fruit Mordoré, plus connu sous le nom de Croque Fruit, adopte comme raison sociale officielle la fabrication de pâtes et de bouchées issues d'un mélange de dattes, de raisins, de noisettes et d'amandes broyées le tout enrobé dans des noisettes concassées, produits qui ne sont pas contingentés. Cette entreprise est également une initiative militante pas comme les autres, sous le joug nazi, en ces temps de réaction pétainiste. Créé par des militants trotskistes du Parti ouvrier internationaliste (POI – section française de la Quatrième Internationale) et des militants ajistes, le Croque Fruit n'est pas une simple épicerie c'est également un élément actif dans les filières d'évasion marseillaises.

En devanture, le Croque Fruit est une maison commerciale ordinaire dont le patron est Jean Rougeul. En réalité, la gestion intérieure de cet

établissement est effectuée sous une forme coopérative, genre d'association interdit par le gouvernement de Vichy. Jean Rougeul prête donc son nom grâce à sa filiation paternelle respectable introduite dans les milieux catholiques et militaires et à son statut de non-juif. Comédien occasionnel et pigiste dans un but alimentaire, son activité politique n'est pas repérée par les autorités de Vichy. Après-guerre, il deviendra un brillant critique cinématographique. Sylvain Itkine, qui apporta les fonds financiers nécessaires (9 000 francs) au lancement du Croque Fruit, est nommé directeur commercial. Il apparaît qu'il est le principal initiateur de ce projet unique en partie grâce à ses dons d'initiative et d'organisation. Comédien et metteur en scène engagé et militant trotskiste, il fut l'animateur d'un groupe de théâtre ouvrier, le « groupe Mars » dans lequel des artistes comme Francis Lemaire et O'Brady effectuèrent leur apprentissage. Il tomba sous les balles de la Gestapo en août 1944 en raison de son engagement dans les Mouvements Unis de la Résistance.



SYLVAIN ITKINE



ELIO GABAI



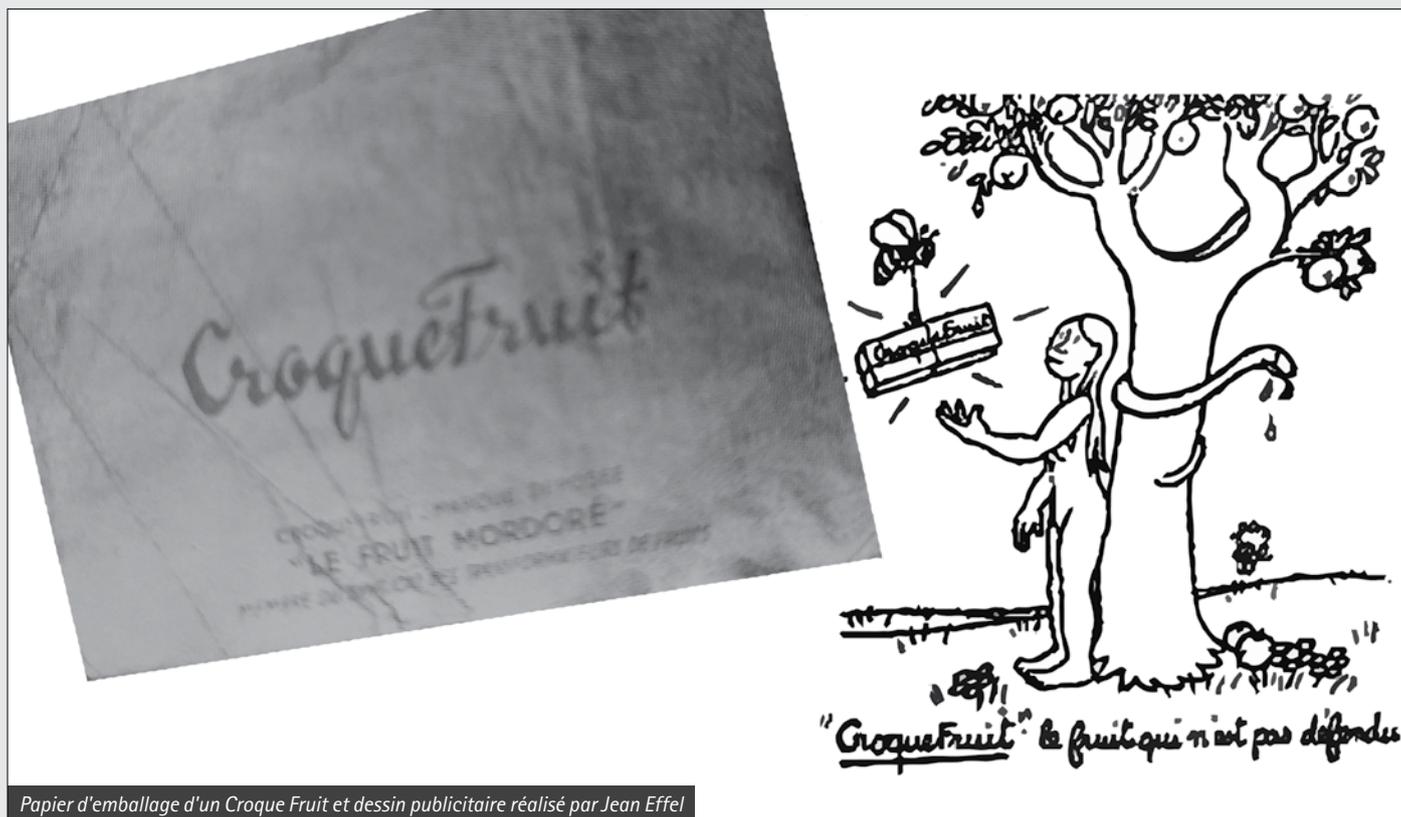
GEORGETTE GABAI



JEAN ROUGEUL



LUCIEN ITKINE



Papier d'emballage d'un Croque Fruit et dessin publicitaire réalisé par Jean Effel

Elio Gabai est, quant à lui, un militant révolutionnaire depuis 1934. Rédacteur à l'agence Havas de profession, après sa démobilisation il se réfugie à Marseille avec sa compagne Georgette (sœur cadette d'Itkine), militante trotskiste extrêmement active et journaliste. Tous deux participent au lancement de la coopérative Croque Fruit ainsi que René Bleibtreu également militant trotskiste. Guy d'Hauterive, militant ajiste, est chargé de la direction technique. Ce noyau fondateur initial double dès la première semaine d'ouverture du Croque Fruit sous l'afflux des commandes, et ne cesse de s'accroître au fil du temps jusqu'à atteindre plus de deux cents employés. La machine est en marche... La bouchée Croque Fruit connaît rapidement un réel succès et remplace les tablettes de chocolat disparues dans les vitrines des épiciers.

Au commencement sont les broyeurs, qui déclenchent le départ de la fabrication des bouchées Croque Fruit. Les dattes, amandes et autres matières premières sont broyées et donnent naissance à une saucisse de pâte lisse et onctueuse, qui est sectionnée de façon régulière par un coupeur. Viennent ensuite les rouleurs qui donnent aux bouchées leur forme finale et les enrobeurs qui les roulent dans des noisettes concassées. Pour

finir, les plieurs les enveloppent dans un papier argenté et les rangent dans une boîte ornée d'une marguerite en pétales de Croque Fruit qu'une abeille butine en scandant la devise de la maison : « *Je pense donc je suis (Descartes). Je mange donc Croque Fruit (Sans cartes)*². » Différentes équipes tournent ainsi chaque jour avec comme objectif de fabriquer trois mille cinq cents bouchées. En fonction des équipes, la présence quotidienne varie entre trois heures pour les plus rapides et cinq heures en moyenne grâce à une rationalisation poussée du travail. Dans un témoignage Georgette Gabai précise que le seul critère est d'« avoir fait et bien fait » la production de la journée. Une fois la journée de travail terminée, la plupart des employés plongent dans leurs études (... ou dans la Méditerranée), écrivent des pièces de théâtre ou font de la résistance. Le contrat d'association précise que le salaire est uniforme pour tous sans faire de distinction entre les manuels et les intellectuels, excepté pour les trois directeurs qui perçoivent le double. Les bénéficiaires sont quant à eux réinvestis dans le Croque Fruit afin d'améliorer les conditions de travail, de payer des suppléments pour les charges familiales, de compléter les assurances sociales aux malades et le reste des bénéficiaires est réparti entre

tous les employés afin d'augmenter les salaires.

Dans sa biographie³, Francis Lemarque, qui a participé à cette aventure, rapporte qu'il touchait 75 francs par jour alors que « *pour huit heures de travail, dans la même branche, le salaire moyen devait être de 35 à 40 francs par jour [...] nous étions des nanabs, on avait du temps devant soi, de l'argent dans les poches que l'on claquait joyeusement dans les petits restaurants du Vieux-Port.* » Jean Malaquais précise au contraire que sa « *paie, au Croque Fruit, suffit tout juste à joindre les deux bouts. Sommes à court de patates, de matières dites grasses*⁴. » Il ajoute par ailleurs que contrairement aux précisions apportées par le contrat d'association (« *la souplesse de l'organisation intérieure* ») « *l'exploitation en bonne et due forme y pointe, et bientôt bientôt, chers amis, foin de rouspétance ou c'est par ici la porte [...] Tout travail salarié te transforme en marchandise. Franchi le seuil du bureau, le portail de l'usine, tu ne t'appartiens plus. Ta sève, tes muscles, tes neurones deviennent la propriété de qui les a achetés. Tu deviens sa chose*⁵. » (sic) Ces deux témoignages foncièrement



opposés dressent des images antinomiques des conditions de travail régnant au Croque Fruit. Plusieurs participants à cette aventure partagent l'avis de Francis Lemarque et décrivent cette coopérative comme une association égalitaire et fraternelle. Georgette Gabai ajoute que Sylvain Itkine « apporte une touche d'humanité à la sécheresse commerciale en livrant en priorité les petites épicerie face aux magnats de la profession ».

Le but principal du Croque Fruit, bien que dépendant de la rationalisation des tâches et du succès commercial foudroyant de cette friandise, est d'employer le maximum de personnel. Personnel en fuite et en attente d'un passeport pour la liberté. Georgette Gabai s'exclame : « combien de jeunes gens traqués, vivant clandestinement à Paris, partirent pour Marseille, sans argent, avec pour tout viatique ces mots griffonnés à la hâte par un copain obligeant : *Le Croque fruit, 3 rue des 13 Escaliers, Marseille.* » Durant ces deux années de fonctionnement, le Croque Fruit embauche environ 200 personnes, dont une proportion importante d'illégaux, de clandestins et de juifs en fuite. Ces derniers n'apparaissent pas dans la comptabilité, qui, de fait, est extrêmement complexe. « Des comédiens qui n'[on]t plus le droit de jouer la comédie, des chanteurs qui n'[on]t plus le droit de chanter, des écrivains qui n'[on]t plus le droit d'écrire, des médecins qui n'[on]t plus le droit d'exercer, des avocats qui n'[on]t plus le droit d'exercer, des avocats qui n'[on]t plus le droit de plaider⁶ »... se retrouvent au Croque Fruit.

Ainsi les chemins du peintre Dominguez, du comédien Mouloudji, du cinéaste Jean Ferry, du chanteur Francis Lemarque, des écrivains Jean Malaquais, Gilbert Lély, des journalistes Jean Rabaud, Elio Gabai, le fils de Victor Serge... se croisèrent. Ces employés particuliers reconvertis en épiciers confèrent un aspect singulier à l'ambiance régnant au Croque Fruit. « Dans l'escalier, on entend [...] déjà des rires joyeux, des chants ajistes⁷. » « Les chanteurs chant[ent], les journalistes comment[ent], les comédiens déclam[ent], les médecins donn[ent] des conseils, tout en coupant, roulant,

enrobant, emballant⁸. » Le Croque Fruit est donc devenu une coopérative où se retrouvent les non-conformistes, illustres ou en devenir, habitués aux rendez-vous des cafés de Saint-Germain-des-Prés tout en mettant la main à la pâte.

Le succès florissant du Croque Fruit et son personnel bohème interrogent les services de police marseillais, qui effectuent de façon périodique des contrôles minutieux. Soupçonneuse, la police de l'État français est persuadée que derrière la façade du Croque Fruit se cache une imprimerie clandestine en apercevant les papiers d'argent, qu'elle confond avec de la gélatine.

Mais elle doit bien se rendre à l'évidence, le Croque Fruit est une maison semblable aux autres... Néanmoins, le Croque Fruit est sous surveillance et est la cible de nombreux contrôles de toute sorte (hygiénique, économique, identité...) et de perquisitions notamment après l'arrestation des principaux animateurs trotskistes de la région en juin 1942. Malgré tout, les autorités de Vichy n'ont jamais pu établir de liens formels entre cette coopérative, les milieux trotskistes marseillais et le Comité américain de secours (CAS) mis en place par Varian Fry. Ce dernier est envoyé à Marseille en août 1940 par l'Emergency Rescue Committee de New York afin de répondre aux situations de détresse créées par l'article 19 de la convention d'armistice signée par Pétain qui stipule que le gouvernement français est tenu de livrer à la demande du III^e Reich les ressortissants allemands se trouvant sur le territoire français. Varian Fry met en place un réseau pour évacuer les artistes, les intellectuels ou les militants susceptibles d'être arrêtés pour leur activité antifasciste ou de par leur statut de juif. Sur les plusieurs centaines de départs organisés par le CAS, un certain nombre de clandestins, en attente de leur départ et dans des situations de précarité extrême, travaillèrent au Croque Fruit pour subvenir à leurs besoins. Cette coopérative participe donc pleinement aux filières d'évasion mises en place dans la région marseillaise. Malgré la récurrence des problèmes d'approvisionnement et les perquisitions répétées, le Croque Fruit fonctionne jusqu'en novembre 1942. Différentes causes sont invoquées

pour expliquer la fermeture définitive. Georgette Gabai rapporte que le débarquement des troupes alliées en Afrique du Nord est perçu par les habitants du Croque Fruit comme un pas vers la Libération et que Sylvain Itkine s'exclame à cette occasion : « *Tant pis pour le Croque. Il est mort ! Vive le débarquement !* » ; quant à Francis Lemarque, il se souvient : « *la France était entièrement occupée par les nazis. Le Croque Fruit a fermé ses portes. Plus de matière première venant d'outre-mer, plus de boulot⁹...* ». Si la date de fermeture est matière à discussion, il est sûr que la présence d'un nombre important de juifs rend suspecte la coopérative et qu'un syndic liquidateur est envoyé par les autorités de Vichy afin de stopper cette extraordinaire aventure.

Cette expérience unique menée par des militants trotskistes au cœur des années noires du nazisme et du pétainisme démontre la capacité d'adaptation des trotskistes. Loin du stéréotype des bolcheviks de fer « droits dans leurs bottes », remplis de certitudes, d'habitudes invariables, ces militants trotskistes ont fait preuve de dons d'imagination accrue et d'acclimatation à une situation donnée. Trotskistes-épiciers est pour le moins une association d'idées surprenantes, mais l'essentiel, pour les trotskistes, est d'utiliser tous les moyens disponibles, aussi pragmatiques soient-ils, pour être fidèles aux valeurs de leur combat égalitaire, fraternel et socialiste. □

1. David Roussel cité par P. Broué et R. Vacheron, *Meurtres au maquis, Paris, Grasset, 1997*.

2. La parenté de cette devise est disputée mais elle est souvent attribuée à Sylvain Itkine.

3. F. Lemarque, *J'ai la mémoire qui chante, Paris, Presses de la Cité, 1992, p. 208* et notice biographique de l'auteur consultable dans le *Dictionnaire Biographique du mouvement ouvrier français, Paris, Editions de l'Atelier*.

4. J. Malaquais, *Journal de guerre suivi de Journal du métèque, 1939-1942, Paris, Phébus, 1997, p. 281*. Cette référence bibliographique ainsi que celles concernant Francis Lemarque m'ont été fournies par Christian Beuvain.

5. *Ibid.*

6. F. Lemarque, *op.cit.* Il précise également que si tous ceux qui avaient dégusté les bouchées Croque Fruit avaient eu connaissance des mains illustres qui les avaient fabriquées, ils les auraient certainement conservées précieusement.

7. *Témoignage de Georgette Gabai en 1950.*

8. F. Lemarque, *op.cit.*

9. F. Lemarque, *op.cit.*

Une résistance différente. Objectif : préparer la révolution

PAR ANDRÉ FICHAUT



ANDRÉ FICHAUT



ANDRÉ CALVÈS

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, des militants du Parti ouvrier internationaliste ont poussé au regroupement de soldats allemands. Le double objectif était une résistance au nazisme de l'intérieur et la préparation de la Révolution. C'est à Brest que cette expérience est allée le plus loin.

Les militants trotskistes du Parti ouvrier internationaliste (POI, Section française de la Quatrième Internationale) avaient, pendant la guerre 1939-1945, la quasi-certitude qu'elle déboucherait sur la Révolution, tout particulièrement en Allemagne. Leur objectif était donc de tenter de regrouper au sein même de l'armée allemande les militaires, sans doute nombreux, qui n'avaient pas oublié la riche expérience du mouvement ouvrier allemand. Il s'agissait de préparer ainsi des groupes de militants

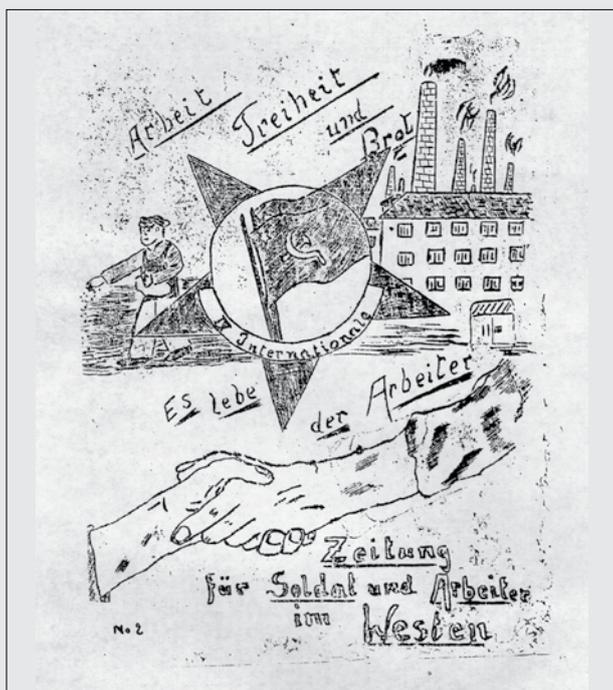
révolutionnaires prêts à agir en Allemagne dès que les événements se précipiteraient et, au moins, de favoriser une certaine démoralisation de l'armée allemande. Il n'était donc pas question d'accepter aussi peu que ce soit le mot d'ordre nationaliste du Parti communiste français, « À chacun son Boche », mais bien plutôt celui plus marxiste de « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* ». Les militants du POI n'étaient pas plus d'une quinzaine sur la région brestoise, mais ce n'était pas une raison pour ne pas se lancer dans ce que l'on peut bien appeler une aventure.

UNE TÂCHE À HAUT RISQUE

C'est donc à Brest que cette expérience de regroupement de soldats dans l'armée allemande fut poussée le plus loin. C'est sans doute le fait que Brest soit une ville où la garnison demeurait longtemps sur place pour la défense antiaérienne, l'entretien des sous-marins et la construction du mur de l'Atlantique qui permit à cette expérience de se développer. Sous l'influence et la direction de Robert Cruau, postier nantais venu à Brest pour échapper à la Gestapo de Nantes et qui parlait

l'allemand, une partie des groupes de Brest et de Quimper fut affectée à cette tâche extrêmement risquée et dangereuse. Les autres militants étaient occupés par le travail habituel de propagande en direction du mouvement ouvrier, avec pour support le journal *Front Ouvrier*. Le cloisonnement entre ces deux groupes devait être étanche, mais il ne le fut sans doute pas assez. Les chiffres dont nous disposons, mais qui sont approximatifs, font état d'une quinzaine de soldats regroupés en cellule, dont sept ou huit se réclamaient de la IV^e Internationale. En tout, il semble que de 25 à 30 militaires furent d'accord pour participer à la diffusion du journal en langue allemande *Zeitung für Soldat und Arbeiter im Westen* en direction de l'armée et de la marine. Les articles étaient rédigés par les militaires allemands.

Cette activité ne dura pas très longtemps puisque, démarrée en mars 1943, elle s'est achevée en octobre de la même année par l'arrestation de la plupart des militants du groupe trotskiste et de tous les soldats impliqués dans cette démarche. Le seul nom de soldat allemand qui reste en mémoire est celui qui vendit le réseau, Konrad Leplôw de Hambourg, dont on ne sait pas s'il était infiltré ou bien s'il avait été retourné par la police allemande. Le résultat en fut que tous les militaires ont



Bulletin Zeitung für Soldat und Arbeiter im Westen (Journal pour les soldats et travailleurs à l'Ouest). Sur cette une, on peut lire « Travail, liberté et pain », « Vive les travailleurs ».



été arrêtés et ont disparu sans que personne encore aujourd'hui ne sache ce qu'ils sont devenus. Fusillés, a dit un officier allemand à un membre du groupe français au cours de son interrogatoire à la prison de Rennes. Peut-être, mais il est aussi possible qu'ils furent exécutés directement sur le front de l'Est où il fallait beaucoup d'hommes pour faire face à l'offensive de l'armée rouge. [...]

Les militants français, on sait ce qu'ils sont devenus. Robert Cruau fut abattu dès son arrestation, à l'école Bonne-Nouvelle de Brest, qui servait de prison à la Gestapo. Il est raisonnable de penser qu'il a provoqué sa mort en tentant de s'évader sans aucun espoir de réussite. Il était le seul à connaître la totalité du réseau. Yves Bodénès, Georges Berthomé, André Floc'h sont morts dans les camps. D'autres encore furent déportés mais sont revenus. Éliane Ronel, Henri Berthomé, Gérard Trévien, André Darley, Anne Kervella... Tous ceux-là et celles-là, je les ai très bien connus.

Des militants de la direction nationale du POI, Marcel Beaufrere et son épouse Odette, de passage à Brest, y ont aussi été arrêtés, provoquant une série d'arrestations importantes dans la région parisienne. À Brest, quelques militants ont échappé aux arrestations, André Calvès, Jean Mallégol et Micheline Trévien, du groupe Front ouvrier. D'autres ont été arrêtés et gardés en prison à Rennes durant trois ou quatre mois. Au total, l'addition fut très lourde. [...]

Extraits de l'article paru dans Rouge n° 2073, 15 juillet 2004)

**TÉMOIGNAGE D'ANDRÉ CALVÈS
DANS SON LIVRE SANS BOTTES,
NI MÉDAILLES. UN TROTSKYSTE
BRETON DANS LA GUERRE**

Un groupe de copains nantais est arrivé. Robert Cruau, les deux frères Berthomé, et un autre gars qui ne restera pas. Ils ont dû quitter Nantes à la suite de je ne sais quelle affaire. Robert Cruau est d'une activité débordante.

Il constitue une seconde cellule et recrute, un peu trop vite de l'avis (peut-être timoré) des militants brestoïens.

Robert Cruau parle allemand et envisage de développer la propagande en direction des militaires nombreux à Brest.

Il prend contact avec Paris et nous recevons *Arbeiter und Soldat*, journal clandestin animé par le camarade émigré

parfois, car l'humidité abîmerait vite le matériel.

On sort de la cachette par une petite ouverture donnant dans les puits. Cette ouverture est camouflée par une plaque de bois bien terreuse. On sort du puits et on pose une plaque métallique recouverte de terre et même de fleurs. Si quelqu'un a l'idée de gratter là, et de retirer la plaque, il voit seulement un

puits avec, au fond, quelques vieilles boîtes de conserves. Bien entendu, il faut être jeune pour se glisser dans cette cache. Elle est bonne et ne sera pas découverte.

En principe, seuls quelques camarades s'occupent de placer des tracts allemands dans de bons endroits.

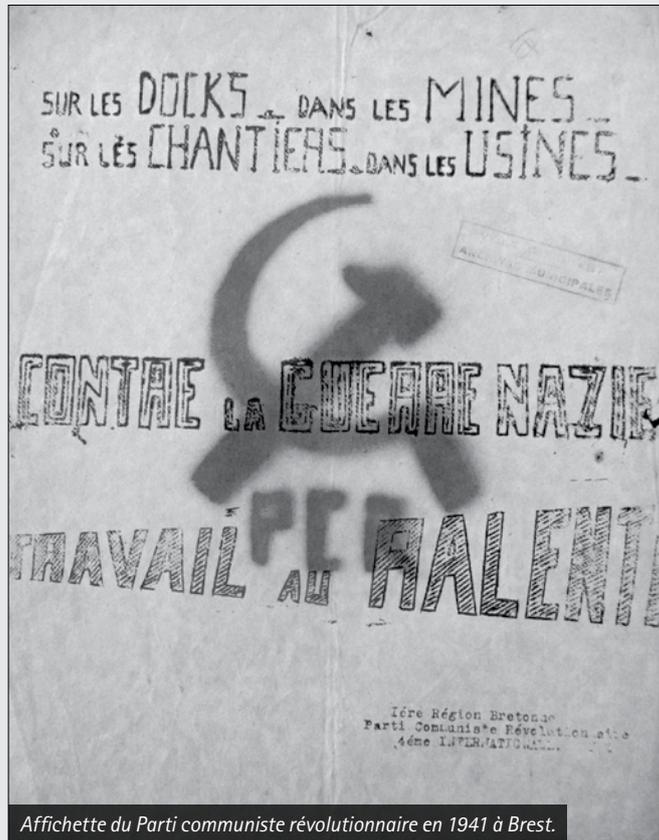
Mon oncle Marcel, n'ayant plus d'embarquement, travaille à Brest. Il a perdu confiance dans le Komintern et milite avec nous. Un soir, il arrive avec un œil bien poché. Il a eu la folle idée de donner directement des tracts à quatre Allemands dans un bistrot. Un des soldats lui a donné un coup de poing et l'a poussé dehors.

Marcel met quelque temps à réaliser que ce soldat était sans doute antinazi. Un nazi l'aurait arrêté aussitôt. Marcel jure qu'il est revenu en faisant mille détours et en s'assurant qu'il n'était pas suivi.

Robert Cruau a la chance de contacter un sergent dont le père était responsable communiste. Ce sergent est déjà assez politisé. Il peut utiliser parfois certains cachets et rendra bien des services à plusieurs copains. André Darley contacte un autre Allemand de la DCA. Très vite, il y aura un petit groupe qui rédige une feuille que nous tirons à une centaine d'exemplaires, *Arbeiter im Westen*. Selon Robert, la feuille touche très directement vingt-sept soldats et marins.

Mais les cloisonnements sont mal assurés. Un jour, Robert réunit dix soldats chez une copine fraîchement recrutée et qui a une maison sur la route du Vallen. Dix soldats ensemble ! C'est de la folie. Personne ne le dit. On croit tous, bêtement, que tout ira toujours bien.

Pourtant, c'est une année qui ferait dire à un passionné de turf : « La chance passe. Je ne joue plus pendant un temps. » □



Affichette du Parti communiste révolutionnaire en 1941 à Brest.

Paul Widelin (de son vrai nom Martin Monat) qui sera arrêté et fusillé par la Gestapo en juillet 1944.

Robert rédige aussi des tracts en allemand. Je n'ai pas oublié la pénible corvée qui consiste à taper un stencil dans une langue qu'on ignore. En outre, je tape cela dans une cachette aménagée près de la maison dans le jardin. C'est peu confortable. Pourtant, elle n'est pas mal faite. Un premier puits de deux mètres de profondeur. Sur un côté de ce puits commence la cachette qui descend encore un peu, fait 1,50 mètre de long, 1 mètre de large et 1,60 mètre de haut. La cachette est cimentée. Le plafond est renforcé pour éviter des chutes de terre. Un fil électrique va, à travers la terre, jusqu'à la cave. Une prise est dissimulée entre deux pierres du mur de la cave. En cas d'alerte, on peut vite débrancher et remettre un peu de terre sur la prise. Le courant ne sert pas seulement à éclairer, mais à chauffer

Le faux « Soir » belge : un pied-de-nez au fascisme

PAR RADAR

L'année 1943 fut à bien des égards le tournant de la guerre : sur le front de l'est, les nazis étaient écrasés à Stalingrad par les troupes soviétiques ; en France, les réfractaires au Service du travail obligatoire prenaient le maquis et constituaient les bases d'un mouvement de résistance armée de masse ; le fascisme mussolinien tombait après le débarquement des alliés en Italie... et la Belgique occupée se payait une bonne tranche de rire.

En rédigeant un article pour la presse clandestine du Front de l'Indépendance (FI), organisation résistante belge, Marc Aubrion a une idée loufoque pour célébrer les 25 ans de la défaite allemande du 11 Novembre. Il en parle à ses camarades qui trouvent l'idée excellente : imprimer un faux numéro du journal *Le Soir* et le substituer à celui de l'édition contrôlée par l'occupant.

UNE FOIS L'IDÉE VALIDÉE, IL FAUT LA METTRE EN PRATIQUE...

et le nombre d'obstacles est grand. La date du 9 novembre est retenue pour la parution de ce canard un peu spécial.

Le premier gros problème est de trouver du papier. Dans tous les pays d'Europe occupés, c'est un problème constant pour tous les groupes de résistance quand il s'agit de trouver de simples feuilles A4 pour tirer un tract. Alors d'autant plus lorsqu'il s'agit de réaliser un canular parfait, il faut du papier qui soit du même format que *Le Soir* « collabo », soit 4 fois la taille d'un tract. Il faut aussi dégoter une machine à imprimer, une rotative, pour produire les 5 000 exemplaires prévus. Évidemment chaque rotative utilisée en Belgique est sous la surveillance des occupants. La solution viendra d'un imprimeur nommé Ferdinand Wellens, qui est aussi résistant. Disposant d'autorisations, il peut se fournir en papier et mettra sa rotative à disposition. Ce problème n'en étant plus un, les résistants

décident d'augmenter le tirage et de passer à 50 000 exemplaires.

Un journaliste au *Soir* « emboché » fournira quant à lui l'entête du journal et la liste des revendeurs et des kiosques à livrer.

Au départ ce « faux » journal devait dans ses articles lutter frontalement contre la propagande nazie, mais quitte à faire une énorme blague autant écrire des articles qui seront des pastiches de l'édition originale, mimant les gimmicks et tics d'écriture des pisse-copies de la presse collaborationniste et des communiqués de la Propagandastaffell.

LA DIFFUSION

Après des heures de tirage la nuit, les 50 000 exemplaires du journal sont achevés le lundi 8 novembre au matin. L'opération la plus délicate, la substitution du numéro de l'édition « emboché » peut commencer quelques heures plus tard.

La manière la plus sûre est de créer un incident pour désorganiser la distribution et, ni vu ni connu, faire la substitution. Dans un premier temps, une alerte aérienne, programmée avec les alliés anglais, devait libérer l'accès aux camionnettes de livraison pour les cramer. Mais sans nouvelle de Londres, les résistants belges changent de plan et décident d'y mettre le feu à coups de cocktails Molotov. L'opération échoue et les équipes de distribution dans les kiosques et chez les revendeurs ont déjà commencé leurs tournées. Les paquets sont livrés et les ventes des numéros commencent.

Dans tout Bruxelles commence alors le plus gros fou-rire de toute la guerre. Le contenu est incisif, drôle, presque dadaïste parfois (« *Non seulement, toutes ces localités ont été méthodiquement pillées pour leur enlever toute utilité militaire, mais un certain nombre d'entre elles ont été transportées en Poméranie sans que l'ennemi ou les habitants eux-mêmes aient eu le temps de s'en apercevoir* », annonce le communiqué allemand en première page). Mais surtout l'acte de lecture devient subversif, une petite résistance vendu 60 centimes de franc belge. Les journaux sont lus discrètement, seul... ou à plusieurs pour partager collectivement le plaisir de se moquer de l'occupant et ses collaborateurs fascistes. Les exemplaires passent de main en main, sous le manteau et toute la ville ne parle plus que de cette blague héroïque.

Malheureusement la fin de l'histoire est moins drôle car malgré toutes les précautions prises pour éviter que la Gestapo ne les retrouve, le petit groupe de résistants tombe : un ou deux numéros n'ont pas été massicotés et les marques laissées sur le papier désignent la rotative de Wellens comme des empreintes digitales sur une scène de crime. Arrêtés et torturés, certains comme l'imprimeur meurent en déportation. □

Bande dessinée : Le faux Soir de Daniel Couvreur, Christian Durieux, Denis Lapière est paru chez Futuropolis

Documentaire : <https://www.youtube.com/watch?v=UufCINwP3DI>

La manifestation contre le meeting d'Ordre nouveau le 21 juin 1973

ENTRETIEN AVEC ALAIN CYROULNIK MENÉ PAR RADAR

L'année 1973, qui a vu l'attaque du meeting d'Ordre nouveau par, principalement, la Ligue communiste, n'est pas une année comme les autres : c'est celle des grandes « ratonnades » organisées par l'extrême droite néo-fasciste issue de la Collaboration et qui redresse le groin, mais aussi d'anciens militaires partisans de l'Algérie française et un nombre non négligeable de militaires actifs dans ces années-là. Les agressions contre les immigrés, et principalement des Algériens, se multiplient dans le sud de la France (Marseille, Grasse, La Ciotat, Toulon...) et aussi Paris. En 1973, il y aura 50 immigrés tués et environs 300 blessés.

Le climat raciste qui s'empare d'une partie de la société, frappe tellement les consciences qu'Yves Boisset, par exemple, réalisera le film Dupont Lajoie. La manifestation du 21 juin 1973 a marqué des générations de militants politiques et de militants antiracistes et antifascistes. Elle est l'exemple de la détermination d'une partie de la gauche révolutionnaire à barrer la route, violemment s'il faut, au fascisme et racisme... même au prix de sa propre existence organisationnelle. Nous avons interrogé Alain Cyroulnik, alors membre de la Ligue communiste.

Dans l'après-Mai 68, des luttes se développent en solidarité avec des luttes internationales. Et c'est autour de toutes ces thématiques qu'on se retrouve avec un affrontement avec l'extrême droite qui s'est refait « une cerise » durant la guerre d'Algérie, aux côtés de l'OAS, pour essayer de se dégager de l'opprobre liée à la Collaboration et au soutien à Pétain et au régime de Vichy, autour de thèmes comme la grandeur de la France et la défense de l'empire colonial. Donc que ce soit sur le Vietnam et l'Algérie, on a toujours été confronté à l'extrême droite.

Dès Mai 68, l'extrême droite, très très marginalisée, intervient pourtant dans certains lycées par des agressions et des interventions musclées. Le groupe le plus visible est la Fédération des étudiants

nationalistes, qui va devenir Occident. Ce dernier sera dissout en 68 et deviendra Ordre nouveau. Ce groupe fasciste va être l'instigateur des deux grands meetings de 1971 et de 1973. Après 1973, les débris d'Ordre nouveau seront avalés par le Front national de Le Pen.

UN SERVICE D'ORDRE POUR FAIRE FACE À L'EXTRÊME DROITE

Dans l'après Mai 68, les camarades de la Ligue communiste se lancent dans un militantisme débridé et notamment tourné vers la lutte contre l'extrême droite.

On a constitué le service d'ordre de la Ligue communiste dont une partie de l'héritage venait des traditions du Front universitaire antifasciste pendant la guerre d'Algérie et constitué des militants de l'Union des étudiants communistes,

du Parti socialiste unifié et de l'Union nationale des étudiants de France sur le Quartier latin.

La fonction de notre service d'ordre était l'encadrement et la protection des militants lors des actions et des manifestations qu'organisait la Ligue communiste, mais aussi l'exigence d'assurer l'intervention de nos camarades dans les entreprises où étaient présentes les organisations patronales comme la Confédération française des travailleurs (CFT). Je pense surtout à Citroën à Rennes et à Ballard (Paris 15^e) où on allait à 90, pour protéger nos distributions de tracts.

Dans le même temps, on organisait sur un terrain qui nous était favorable – car les militants de l'orga étaient très nombreux dans le milieu lycéen et étudiant – l'interdiction de l'expression de haine et de fiel



Affiche en sérigraphie de la Ligue communiste. Collection RaDAR.

des mouvements d'extrême droite, fascistes et racistes. Nous avons également décidé d'interdire aux royalistes de l'Action française comme aux autres fascistes de venir distribuer leurs tracts sur les marchés. Le vieux mot d'ordre « écraser la peste brune » est devenu un élément structurant à l'époque d'une partie des actions que nous menions à Paris comme dans les villes de province où nous avions une implantation.

On suivait évidemment de près les activités de l'extrême droite. On regardait attentivement où ils s'implantaient, où ils se développaient.

FACE À ORDRE NOUVEAU

C'est pour ça qu'en 1971, on a décidé durant la campagne des municipales d'interdire le meeting d'Ordre nouveau qui avait lieu au Palais des sports. La manifestation a rassemblé 5 000 personnes. La confrontation a été assez violente, mais la Ligue n'avait pas été dissoute. Deux ans plus tard, est arrivé le début de la crise économique de 1973 et le groupe fasciste Ordre nouveau a commencé une campagne xénophobe pour désigner des boucs-émissaires, les immigrés, les travailleurs étrangers sous le slogan « Halte à l'immigration sauvage ».

Au fur et à mesure de l'augmentation des apparitions d'Ordre nouveau, on a vu réapparaître au grand jour, à la tribune des meetings, les anciens collaborateurs de Pétain et du régime de Vichy, comme

François Lehideux, des anciens Waffen SS comme Léon Gaultier ou des anciens miliciens comme Roland Gaucher. Ça donnait le sentiment que petit à petit, derrière Ordre nouveau, la parole de toutes les vieilles ordures du fascisme français et de la collaboration était relégitimée. En plus, au meeting du 21 juin était invité un néo-nazi allemand...

Et tout ça détermine notre envie d'interdire ce meeting.

À cette époque, je suis à la direction parisienne de la Ligue communiste. Des camarades nous font un rapport concernant la tenue de ce meeting. Mais quand on commence à débattre de la forme de notre intervention, le meeting a lieu seulement un mois et demi plus tard. Alors tout de suite se pose la question : est-ce qu'on fait une campagne dans ce délai très court qui rend difficiles les démarches unitaires et donc risque fort de réduire l'action à un face-à-face de l'extrême gauche contre l'extrême droite. Mais la thématique du meeting ouvertement xénophobe permet à une large majorité de voter en faveur de la manifestation tout en lançant un appel unitaire. Finalement l'arc des forces qui a participé au « 21 juin » n'était pas très large : il y avait le groupe « Révolution ! », une partie du courant maoïste, quelques associations et la Ligue communiste. Ni Lutte ouvrière ni le courant lambertiste n'ont répondu à l'appel.

LA NATURE DE L'INTERVENTION DE LA LC

Ensuite, vient la discussion sur le contenu et sur la forme que doit prendre notre action. C'est conjointement à la direction nationale, à la direction parisienne et à la direction du service d'ordre de trancher la question. La direction du service d'ordre propose un rassemblement pas très loin de la Mutualité, au métro Cardinal-Lemoine. Quant à moi, je suis plutôt pour un trajet plus long en direction du meeting, qui laisse le temps de montrer que les flics nous empêchent d'y aller. Ça aurait prouvé la complicité du gouvernement et des fascistes.

Alors évidemment aucun de ces deux points de vue n'évacuait l'histoire de l'affrontement. Bizarrement, dans la discussion, personne n'a évoqué la manifestation au Palais des sports que nous avions faite en 1971, contre les mêmes, et qui avait été extrêmement violente : toute la première ligne avait des cocktails Molotov et nous avions chargé sur les flics qui avaient été obligés de reculer.

Les grosses oppositions en interne à cette action, pour le dire clairement, ne se sont exprimées qu'après la manif... quand on a vu les conséquences de la dissolution pour l'organisation. Leur argumentation



était de pointer le fait que la Ligue était rentrée dans une logique substitutive à l'action des masses.

Malgré le laps de temps réduit, nous avons mené une campagne intensive et donc tous ceux qui sont venus à cette manif savaient très bien pourquoi ils venaient... Tout le monde savait qu'il y aurait des affrontements et qu'on voulait absolument interdire ce meeting. Concrètement l'idée était d'entrer dans la salle pour empêcher qu'il se tienne.

LE DÉROULEMENT DE LA MANIFESTATION

Je l'ai souvent dit dans les débats sur le sujet : quand on lance une manif dont on sait qu'elle sera violente, il n'y a rien de tel que le cadre naturel du parcours : les chantiers, les portes-cochères dont on sait qu'elles s'ouvrent et où l'on cache tout au long du parcours le matériel nécessaire. Ce qui fait qu'on ne va pas à la manif avec les moyens de notre violence, mais aux alentours du point de constitution du cortège, on récupère le matériel nécessaire à assumer notre protection et l'affrontement avec les fascistes et les flics.

Donc conformément à la décision votée, on s'est retrouvé à Cardinal-Lemoine et, à mon grand étonnement, on a réussi à constituer le cortège très facilement. Je me souviens de manifs « Vietnam » interdites où on s'est fait arrêter directement à la sortie du métro.

Le « 21 juin » on était nombreux ! Le cortège comptait 5 000 personnes. 5 000 manifestantEs qui savaient pourquoi

ils étaient là avec à la clé un affrontement certainement violent. Et dans les affrontements, la peur est présente... les surhommes, il n'y a que l'extrême droite qui croit que ça existe ! Les militants révolutionnaires, eux, croient que c'est la force collective qui peut rendre les gens courageux.

Dans ces conditions, un cortège de 5 000 montre que cette manifestation avait un certain écho. Ce chiffre montre aussi le degré de confiance qu'avaient les manifestantEs en la Ligue : les risques existaient mais ils étaient calculés et l'orga assumait la protection des manifestantEs comme elle l'avait toujours fait lors des multiples actions risquées qu'elle avait organisées depuis Mai 68.

Dans tout débat à propos d'une manif violente, l'enjeu est de savoir ce qui est privilégié : est-ce que l'objectif politique est plus important que le risque de dissolution qui peut arriver. Mais dans le cas du 21 juin, personne n'avait envisagé la possibilité d'une dissolution.

La manif a été assez violente... très violente. Il y avait une première ligne avec des barres de fer et des manches de pioche et sur les côtés, il y avait des groupes avec des cocktails Molotov. ToutEs les camarades étaient casqués. Iels étaient sensées charger si on nous empêchait de passer. Sur les images d'archives, on voit parfaitement ce dispositif. Il faut aussi ajouter qu'au début on ne voit pas les flics. On ne les voit qu'arrivés aux abords de la Mutualité.

Si la violence était élevée, elle est toujours restée dans le cadre d'un comportement humain. Par exemple, quand on a chargé et que les flics ont reculé, quelques-uns

se sont retrouvés oubliés au milieu des manifestants. Le SO les a sortis pour empêcher qu'ils soient frappés par la foule. C'est un comportement que le service d'ordre a toujours eu lors de toutes les manifestations que nous avons organisées.

La manif a été très violente mais il y avait des prises de parole par mégaphone tout au long du parcours pour expliquer aux gens aux fenêtres et dans la rue notre but et le pourquoi de ces violences. Il y avait la volonté d'une activité politique même pendant les affrontements.

Depuis le départ de la manif, le cortège a beaucoup augmenté. Des 5 000 du début, nous sommes peut-être 10 000...

À la suite de ces affrontements, le cortège éclate en deux bouts. Je dirigeais le groupe qui étais sur la gauche avec des cocktails Molotov et je me retrouve donc à remonter vers le Luxembourg avant de descendre, par le boulevard de l'Hôpital, vers la Gare d'Austerlitz. À Austerlitz, on a dégagé un car de flics parce qu'on ne souhaitait pas qu'il y ait des morts dans la manif.

Puis on a décidé d'aller du côté des Halles au local d'Ordre nouveau, rue des Lombards. En nous voyant arriver, une partie des fascistes ont fui et les autres se sont barricadés dans leur local. Le cortège a alors décidé de partir sur Châtelet où la manifestation s'est dissoute.

Avec certainEs camarades, on est retourné au local de la Ligue, impasse Guéménée. En tant que responsable parisien, j'étais censé assurer la protection du local. Au fur et à mesure que la soirée avançait, on a commencé à entendre parler de « dissolution » à la radio. Alors on a décidé de vérifier qui était présent dans le local. Deux camarades basques s'y trouvaient. Il ne fallait pas qu'elles soient interpellées puis expulsées vers l'Espagne de Franco. Je les ai accompagnées et en sortant les flics nous ont contrôléEs et nous ont demandé nos papiers. J'ai refusé et j'ai provoqué une bousculade pour cristalliser l'attention. Je me suis fait embarquer dans une camionnette dans laquelle j'ai passé un sale quart d'heure. Pendant ce temps, les copines ont pu partir. Mais elle se sont hélas fait rechopter...

LA DISSOLUTION

L'intervention des flics contre le local de la Ligue s'est faite vers 6 heures du matin. Ils sont arrivés armés et casqués, munis d'échelles. L'impasse Guéménée ressemblait à une zone de guerre. Les militants qui étaient dans le local de la Ligue ont été



Service d'ordre de la Ligue communiste le 21 juin 1973. Image extraite du film Mourir à 30 ans.

arrêtés et on a tous été emmenés au commissariat du 4^e arrondissement.

Dans le commissariat, j'ai rappelé les consignes : on ne signe rien et on ne fait que décliner notre identité. Les flics, qui étaient plutôt courtois, sont devenus glaciaux à partir de ce moment-là. Ils nous ont remis dans des cars et durant ce nouveau transport, certains nous déclaraient : « On ne vous a pas eu en 1940, on ne vous a pas eu en octobre 1961 alors maintenant on va vous balancer dans la Seine comme en 61. »

Les cars dans lesquels nous étions, servaient habituellement à transporter les prisonniers au tribunal. Il y avait des petites cellules individuelles. Quand ils nous ont fait descendre au dépôt de la prison du Palais de justice, ils nous ont matraqués vigoureusement. En cellule, ils nous ont mis à poil et fouillé avec touché rectal pour voir si on n'avait pas caché une arme... Bref après les coups, la tentative d'humiliation.

Enfin on a vu le juge d'instruction qui nous a dit qu'on était inculpé pour manifestation mais surtout pour trafic d'armes parce que pendant la perquisition au local, les flics avaient découvert un vieux fusil de chasse qu'unE militantE avait déposé là et dont nous ignorions tous l'existence. Il y avait aussi des fusils de chasse sous-marine, armes bien connues pour leur extrême dangerosité !

Aucun de nous n'avait connaissance de cet « arsenal »... sinon nous l'aurions évidemment balancé avant la perquisition.

Le matin, on a tous été libéré sauf Pierre Rousset qui lui a été gardé car il avait été condamné avec un sursis et il a été mis en détention provisoire.

Durant un mois et demi, je n'ai pas dormi chez moi, comme plein d'autres camarades, car plusieurs perquisitions à nos domiciles ont encore eu lieu. C'est assez bizarre car les flics ont perquisitionné chez mes parents alors qu'ils ne sont jamais venus dans l'appartement dans lequel j'habitais réellement depuis longtemps.

LEÇONS ET SUITES

Il y a eu un effet contradictoire du « 21 juin ». En fait, la dissolution de la Ligue a créé un mouvement d'indignation, de sympathie et de solidarité assez énorme autour de nous. Il y a même eu un meeting de soutien à la LC, au Cirque d'hiver, et tous les partis de la gauche sont venus : le PS, le PC, le PSU... et les

et des organisations politiques, a créé, au contraire, un courant de sympathie, des liens politiques et des possibilités de discussions. Après cette dissolution, nous étions beaucoup plus écoutés et entendus, acceptés dans des relations unitaires qu'avant.

Dans les débats en interne après la dissolution, certainEs camarades

ont expliqué qu'il y avait une logique substitutiste, une logique militariste et que cette manifestation n'avait pas préparé, politiquement, les militantEs de la Ligue à la dissolution qui a suivi. Iels expliquaient aussi qu'il y avait eu un déplacement du centre d'activité des militantEs de la Ligue de l'action dans les entreprises et les syndicats vers une logique marginalisante d'affrontement avec l'extrême droite.

Dans les faits, ces craintes n'ont jamais eu de fondement. Le gain politique, la marge de manœuvre que ça a créée, la modification des conditions d'existence de la Ligue dans le mouvement ouvrier ont été bouleversés.

Ce qui est sûr, c'est que la Ligue a été connue par beaucoup plus de monde qu'avant le 21 juin 1973. Notre au-

dience dans tous les milieux a été bien plus importante. La relation avec les militantEs du PC a même changé. Iels n'expliquaient plus que nous étions des ennemis de la classe ouvrière, les amis du grand capital et un groupe de provocateur. Iels ne doutaient pas de notre intégrité et nos engagements, mais n'étaient pas d'accord avec les formes qu'ils pouvaient prendre. Et ça change tout ! Nous sommes devenus une force du mouvement ouvrier et on a arrêté d'être un groupement de gauchistes. Ça a changé l'image de la Ligue aux yeux de tous les milieux dans lesquels on intervenait et surtout dans les milieux salariés. □



Affiche en sérigraphie de la Ligue communiste. Collection RaDAR.

gradins étaient pleins. Alors le paradoxe, c'est que toutes les organisations ont parlé à ce meeting mais aucun représentant de la Ligue n'a eu le droit d'expliquer le sens de notre action et pourquoi nous étions les victimes de la répression. À l'époque, pour le PC, faire un meeting pour défendre des « gauchistes » c'était déjà très difficile à avaler, mais en plus laisser parler des trotskistes à la tribune c'était au-delà de leurs forces.

Et en plus à la sortie du meeting, on est parti en manif. Malgré la dissolution, notre capacité de mobilisation était intacte. Cet évènement, qui aurait pu nous marginaliser aux yeux des masses

Argentine : « Notre objectif c'était de sauver des gens »

ENTRETIEN AVEC ESTEBAN MENÉ PAR RADAR

Après le coup d'État en Argentine, en 1976, un groupe a décidé de sauver les militantEs présentE sur une liste établie par les militaires et destinée à être arrêtéEs et abattuEs. Entre 1976 et 1983, la junte dirigée par le général Jorge Videla atteindra des sommets de barbarie, faisant des dizaines de milliers de morts. Esteban et ses camarades ont lutté contre les fascistes au péril de leur vie et sauvé 2 300 personnes. Entretien réalisé avec Esteban le 5 janvier 2022.

Je suis né dans une petite ville de la banlieue nord de Buenos Aires. À 5 ou 6 km de là, un commando du Mossad a capturé Eichmann le 11 mai 1960. Quelqu'un est venu nous annoncer la nouvelle et la famille a fait la fête, mais avec une certaine tristesse en se souvenant des juifs qu'il avait tués. Ça, c'est le premier événement qui m'a marqué.

Le deuxième événement, c'est quand un photographe recruté par mon père pour faire des photos de mariage m'a offert une revue qui parlait de la Shoah. Il y avait des photos d'êtres humains décharnés derrière les barbelés d'un camp de concentration, presque des morts-vivants. J'étais hypnotisé car je n'avais jamais rien vu de semblable. J'ai commencé à décalquer les photos. Et mon père m'a enlevé la revue et les dessins en me disant : « *C'est quelque chose que tu ne peux pas comprendre. C'est horrible, tu verras plus tard.* » Ces photos me sont restées comme une angoisse d'enfant...

Plus tard, comme je savais dessiner, on m'a proposé de rentrer dans un lycée technique à Buenos Aires. Les études étaient très chères. Ce lycée, c'était pour les classes moyennes supérieures. Et j'ai été accepté. À la maison, on n'avait pas d'argent, mais mes parents en ont trouvé pour la première année. Ils m'ont expliqué que pour la suite de mes études, il faudrait que je travaille.

L'AMI FRANÇAIS

J'ai cherché un petit boulot, et je suis tombé, dans la rue, sur un panneau (*se busca*, « on recherche », avec une faute d'orthographe) qui proposait un travail de coursier (*se busca*). L'entreprise vendait des instruments de musique andine. J'ai rencontré le propriétaire de la boîte qui était français. Il m'a embauché pour envoyer le courrier à la poste.

Par la suite, il a vu que je faisais des dessins et m'a dit : « *Ça pourra être très utile pour la suite.* »

J'ai aussi commencé à participer à des réunions avec le Français, auxquelles je ne comprenais rien. Tous les autres participants étaient des étrangers. Ils parlaient de politique et moi je ne comprenais rien, d'autant plus qu'ils massacraient l'espagnol. Je servais surtout le café.

Le Français m'a payé des cours de photographie et de dactylographie. J'ai aussi suivi des cours de photogravure et d'impression. Au bout d'un certain temps, il s'est créé une amitié entre nous.

En 1968, dans le lycée où j'étais, il y a eu une vague de révolte contre la présence de la religion dans les écoles. C'était assez basique mais c'est à ce moment-là que j'ai commencé à faire de la politique. J'ai demandé au Français ce qu'était la Shoah, parce que ça me titillait depuis que j'avais vu cette revue avec ses terribles photos. Alors il m'a expliqué le fascisme, le nazisme et toute cette période.

Un peu plus tard, j'ai rejoint les Jeunes guevaristes, mouvement lié au Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT). Il y avait une super ambiance entre jeunes. On faisait la fête au milieu des drapeaux rouges. C'est comme ça que j'ai commencé à militer.

Tous les cours que j'avais pris m'ont permis d'aider des tas de gens. Tout d'abord les Uruguayens qui fuyaient le coup d'État militaire de 1972. J'ai commencé à faire des faux-papiers pour eux. Et puis en 1973, il y a eu le coup d'État de Pinochet au Chili et on a aidé aussi beaucoup de camarades en fuite.

Peu à peu, je me suis formé politiquement. J'ai quitté le PRT car je n'étais pas d'accord avec le lancement de la lutte armée sans lien avec les conditions de vie de la classe ouvrière du pays. Mon ami français et moi avons créé l'organisation « Patria socialista » avec l'idée de former des groupes d'autodéfense dans les usines, dans les bidonvilles ou les bureaux pour faire face à la répression de la bourgeoisie.

COUP D'ÉTAT

En 1976, c'est le coup d'État militaire. Il y en avait déjà eu beaucoup en Argentine mais celui-là était différent des autres. Il avait été bien préparé à l'avance et il avait un but : supprimer, assassiner toute l'avant-garde ouvrière, les syndicats, les leaders étudiants,

tous les dirigeants révolutionnaires et leurs organisations. Les militaires ont mené à bien un plan pour détruire le mouvement ouvrier organisé. Leur régime a duré 7 ans, la répression a fait plus de 30 000 disparus, des dizaines de milliers de prisonniers politiques et plus d'un million d'exilés.

Dès le début du coup d'État, on a récupéré une liste, établie par les fascistes, de dirigeants de la grande révolte du Cordobazo¹, de dirigeants syndicaux, de dirigeants politiques, d'intellectuels... C'était une liste de 2 000 personnes que les militaires avaient prévu d'assassiner rapidement après leur prise du pouvoir.

On a alors mis en place une structure pour aider toutes ces personnes à fuir à l'étranger. On a cherché un moyen pour échapper aux soupçons des militaires. Je me suis souvenu de ce que m'avait raconté mon ami français. Résistant en France pendant la guerre, il

ou le Paraguay, tous ces gens que les militaires voulaient tuer. Dans un pays aussi catholique que l'Argentine, nous comptons sur le fait que les militaires ne pourraient pas imaginer que sous l'apparence de croyants fervents, se cachaient en fait des communistes, des marxistes et autres subversifs... Un prêtre, jeune comme moi, semblait inoffensif.

Déjà avant le coup d'État, mais le sentant venir, on avait repéré des trajets pour sortir du pays. J'avais suivi les cours du séminaire pendant plusieurs mois pour être un curé crédible, capable de dire correctement la messe.

J'ai structuré un groupe d'environ 200 personnes. On a acheté un bus de la ligne 60 (c'est possible en Argentine où les bus sont gérés par des compagnies privées). Encore aujourd'hui, cette ligne traverse toute la ville et met une heure et demie pour aller du sud de Buenos Aires au port de Tigre,

à Tigre, on faisait grimper les « pèlerins » dans un bateau-bus, qu'on avait également acheté et qui faisait des allers-retours avec l'Uruguay.

Nous pensions que nous allions surtout aider des militants, mais en fait les premières victimes de la répression ont été des juifs dont la très grande majorité ne s'était jamais organisée politiquement. On a dû évacuer 300 personnes dans un premier temps.

Dans le bus, on pouvait transporter jusqu'à 40 personnes. On avait imprimé un livret pour le pèlerinage, dans lequel on avait mis les instructions à suivre. Sur le trajet, on arrêtait le bus pour organiser des prières dans des églises ou sur certaines places : il fallait que toute la mise en scène soit le plus crédible possible. Certaines personnes sur les trottoirs applaudissaient les « pèlerins ».

HOLD-UP DES MILITAIRES

Rapidement, le coup d'État militaire s'est transformé en un vaste hold-up. Les commandos paramilitaires étaient composés à 20 % d'anciens détenus pour meurtres, viols et autres saloperies. Ils avaient pour consigne de torturer, de tuer les gens et de récupérer tout ce qu'il y avait chez eux, ainsi que les maisons, les appartements, les voitures s'il y en avait... Les juifs étaient les victimes toutes désignées de la cupidité des militaires, très antisémites. La propagande parlait de « synarchie internationale » et les accusaient d'être complices des communistes et de la guérilla. Il ne faut pas oublier non plus que beaucoup d'anciens nazis coulaient de beaux jours en Argentine où ils s'étaient réfugiés, comme Mengele ou Eichmann. En 1974, quand j'ai fait l'armée, l'antisémitisme était très présent parmi les officiers et ils l'inculquaient à la troupe.

Ensuite nous avons commencé à récupérer les militants qui étaient sur notre liste et leurs familles. Dans notre regroupement, il y avait des gens issus de partis politiques et d'organisations syndicales. Nous disposions donc de réseaux efficaces pour contacter et aider ces personnes pourchassées.

Nous voulions absolument éviter un affrontement avec les militaires. Pour aller chercher une personne ou une



Affiche en sérigraphie des mouvements révolutionnaires argentins contre la dictature. Collection RaADR

avait acheté un cirque pour permettre la fuite de personnes recherchées par les Nazis. Il avait réussi à leur faire traverser la frontière et à les mettre à l'abri en les faisant passer pour des artistes de cirque !

EL PADRE

C'est comme ça qu'en me faisant passer pour un prêtre (el padre), j'ai participé avec mes camarades à l'exfiltration d'un grand nombre de personnes poursuivies. Avec le groupe on organisait des faux pèlerinages pour évacuer de Buenos Aires vers l'Uruguay,

sur le delta du Parana, juste en face de l'Uruguay. Le chauffeur transportait la plupart du temps des voyageurs lambda. Mais en Argentine, les bus des compagnies de transport pouvaient être réquisitionnés de temps en temps pour des raisons religieuses : un pèlerinage par exemple. Alors deux, trois ou quatre fois par mois, on décorait le bus de drapeaux ornés de croix, de vierges Marie, des couleurs – blanc et jaune – du Vatican, etc., avec les camarades, *el padre* évacuait ses « pèlerins ». Quelquefois on a même été escortés dans la ville par des militaires ! Puis arrivés



famille, il fallait mobiliser 15 personnes : il y avait ceux qui les protégeaient, ceux qui vérifiaient qu'on n'était pas suivis, les chauffeurs...

Ensuite, depuis l'Uruguay ou le Paraguay, les gens pouvaient passer au Brésil ou en Bolivie. Pour le voyage, on leur fournissait de faux papiers, en cas de contrôle, et une fois de l'autre côté de la frontière, on leur rendait leurs vrais papiers.

SAUVETAGE D'UN SYNDICALISTE

Un jour, on a dû aller récupérer un des dirigeants très connu du Cordobazo de 1969. Il travaillait sous une fausse identité dans une imprimerie de la banlieue de Buenos Aires. Des gens qui bossaient avec lui ont insisté pour qu'il s'en aille : « *Tout le monde connaît ton vrai nom et les militaires vont venir te chercher demain !* » Un des ouvriers syndiqués était en contact avec nous. Avant de prendre la fuite, il décide de passer chez lui pour récupérer des papiers et quand il quitte sa maison, les militaires arrivent. Vite, il se cache dans le chantier d'un immeuble en construction à côté de chez lui. Mais en escaladant le bâtiment, il se blesse à la jambe avec de la ferraille qui dépassait du béton. Tant bien que mal, il s'est hissé en haut du bâtiment. D'en haut, il a regardé les militaires arriver chez lui. Ils ont pillé entièrement sa maison, ils ont tout volé. En partant, les militaires ont laissé dans une voiture deux

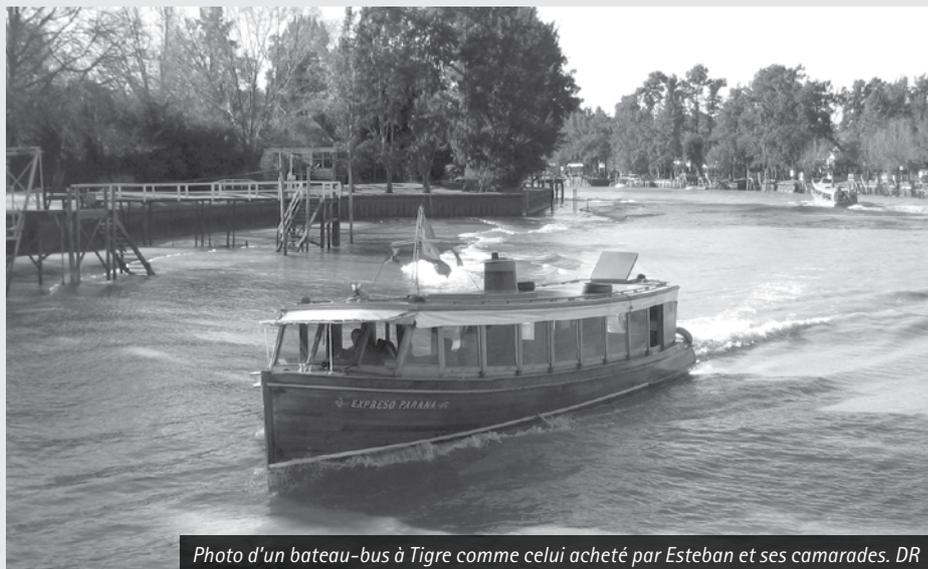


Photo d'un bateau-bus à Tigre comme celui acheté par Esteban et ses camarades. DR

sentinelles devant son habitation.

Nous sommes arrivés quelques jours après pour le récupérer. Pour passer inaperçus, nous étions déguisés. Il y avait le couple d'amoureux, le distributeur de journaux à vélo... On a remarqué la voiture avec les deux militaires dedans et on s'est dit qu'on arrivait trop tard et qu'il avait été arrêté.

On a décidé de neutraliser les deux militaires. On les a attachés dans leur voiture et on les a foutus à poil. Les femmes de notre commando les ont maquillés avec du rouge à lèvres. Et on les a laissés comme ça... Un point important : on avait décidé collectivement d'éviter de tuer, dans la mesure du possible. Notre premier objectif était de sauver des gens.

Quand il a vu ça, le type qu'on était

venu chercher a commencé à crier dans notre direction pour attirer notre attention. Un camarade qui était un costaud catcheur a réussi à le descendre. On l'a mis dans la camionnette. Il était resté plusieurs jours dans sa cachette et sa blessure s'était infectée. Il s'attendait à être secouru par des barbus comme Che Guevara, en fait, il y avait six femmes dans la camionnette ! Les femmes étaient majoritaires dans notre regroupement.

Toute cette combine a duré un an et demi et on a sauvé 2 300 personnes. □

1) Le cordobazo est un important mouvement de protestation populaire qui a eu lieu en Argentine le 29 mai 1969, à Córdoba, une des principales villes industrielles du pays. Ayant appelé à la grève générale, il fut dissout le 30 juin 1969 par la dictature, et la majorité de ses membres furent incarcérés.

TÉMOIGNAGE

« Le *padre* nous a récupérés à Buenos Aires, nous tremblions en l'attendant à l'arrêt du bus 60 en plein été. Nous sommes d'origine juive et nous avons été dénoncés par des voisins avec de fausses accusations. Mes deux filles avaient 15 et 8 ans. Ma femme avait un mot de passe (un petit carton vert) pour que *el padre* nous reconnaisse. Quand on l'a vu arriver, on n'en croyait pas nos yeux : il était si jeune, avec des cheveux noirs, un corps d'athlète. Son visage très clair et son sourire contrastaient avec ses vêtements entièrement noirs, à l'exception d'un col blanc de séminariste. Le *padre* n'était pas seul et quand nous sommes montés dans le bus, nous étions accompagnés, nous nous sentions un peu protégés. Lors de ce long voyage en autobus, il nous a expliqué que nous faisons désormais partie d'un pèlerinage catholique qui traverserait le Rio de la Plata au niveau du Tigre jusqu'à Uruguay.

Tout était expliqué dans un cahier, la fausse Bible qu'il nous a offerte. [Tout le monde avait la même. Quand nous sommes montés sur l'embarcation au Tigre, nous étions environ une trentaine.] Avant de prendre le bateau, il nous a rendu nos papiers d'identité retouchés de main de maître, un vrai travail d'artiste. Des personnes qui l'aidaient suivaient ses indications de manière très bien rodée.

Je me souviens encore du *padre*, de son sourire et de son courage, nous expliquant avec une voix grave et très calme ce que nous devons faire. Je regardais ses yeux avec angoisse mais le jeune homme que nous avons rencontré à l'arrêt de bus avait vieilli durant le trajet d'au moins 20 ans, il nous montrait avec tranquillité sa force et surtout son amour à notre égard. »

Le crépuscule du franquisme

PAR LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Ce texte, paru en 1970 dans le Cahier Rouge n°5, analyse les difficultés économiques auxquelles le régime de Franco est confronté et les possibilités de déstabilisation que cela entraîne.

Depuis la grande vague de grève de 1962, la plus importante que l'Espagne ait connue après la fin de la guerre civile, le régime franquiste a traversé une longue période de crise permanente, marquée de temps en temps d'explosions brusques, mais contenue, en gros, dans un cadre évolutionniste et non révolutionnaire. Le bonapartisme franquiste se maintenait par suite d'un équilibre de forces. Les forces conservatrices traditionnelles étaient trop faibles pour arrêter l'évolution, trop fortes pour se décomposer de l'intérieur ou abdiquer passivement ; le mouvement de masse était trop fort pour être réduit à la passivité, trop faible pour renverser spontanément, sans organisation révolutionnaire efficace, la dictature.

LA DÉSTABILISATION DU RÉGIME

Sous cet équilibre de forces politiques se profilait la crise historique des forces sociales. La bourgeoisie espagnole est trop faible pour pouvoir tolérer une nouvelle expérience d'essor légal du mouvement ouvrier dans le cadre d'une démocratie bourgeoise décadente (pour ne pas dire classique). Les nouvelles générations ouvrières, sur lesquelles ne pèse plus le poids de la défaite de 1937-1939 et de la longue période de terreur fasciste qui l'a accompagnée et suivie, ne sont pas encore assez aguerries et expérimentées, et surtout ne disposent pas encore d'une direction suffisamment efficace, pour pouvoir briser un appareil de répression bien huilé, même s'il paraît arriéré en comparaison de celui de la France, des États-Unis ou d'autres pays impérialistes avancés. Le « génie », « l'art de gouverner », et la « bonne fortune » de Franco, sur lesquels s'extasiaient tant de commentateurs superficiels, tiennent tout entiers dans ces équilibres-là.

Il s'agit d'un équilibre instable, sapé par l'évolution elle-même, qui modifie sans cesse les rapports de force dans un sens précis : affaiblissement structurel des forces réactionnaires traditionnelles qui ont permis le déclenchement du coup d'État militaro-fasciste de juillet 1936 ; renforcement structurel du prolétariat qui est le seul antagoniste efficace et consistant de la dictature franquiste. L'évolution des dix dernières années a sans doute retardé la révolution, en créant des marges, fort étroites, d'amélioration du niveau de vie par la croissance économique, et surtout en créant des illusions dans une « libéralisation » plus ou moins irréversible du régime, illusions que seule l'expérience, c'est-à-dire le temps, pouvait réduire à néant. Mais cette même évolution a aussi préparé le terrain pour une révolution d'autant plus profonde et radicale qu'elle déblaye progressivement le terrain de toutes les « solutions » intermédiaires, qu'elle met de plus en plus face à face les deux grandes forces sociales antagonistes qui émergent de toutes les transformations de la vieille Espagne : la grande bourgeoisie, d'une part, le prolétariat de l'autre.

L'année 1970 constitue un tournant à ce propos, et ce, à plus d'un titre. Pour la première fois depuis 1936, une vague de grèves politiques de masse a déferlé sur la péninsule. [...]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE EST LE SUPPORT DES ÉVOLUTIONS POLITIQUES

I - La crise permanente que connaît le régime franquiste depuis l'explosion gréviste de 1962 reflète des contradictions fondamentales du capitalisme espagnol, multipliées par les traits spécifiques de la dictature militaro-bonapartiste en lente décomposition.

L'expansion économique qui a été et reste réelle, est nettement marginale par rapport à celle des autres pays impérialistes industrialisés, c'est-à-dire qu'elle est fonction d'une prospérité importée et qu'elle tend à amplifier tous les mouvements conjoncturels, même réduits, de l'économie impérialiste internationale, avant tout européenne.

L'ouverture du marché espagnol aux marchandises du reste des pays capitalistes, condition de la modernisation du capitalisme espagnol et de son intégration croissante dans l'économie de l'Europe capitaliste, le confronte en permanence avec des concurrents qui produisent à plus bas prix et à meilleure qualité. La balance commerciale est donc en déficit chronique. Ce déficit nourrit l'inflation comme il se nourrit d'elle. Structurellement, ce déficit est couvert par les revenus des touristes et le rapatriement des salaires des travailleurs espagnols émigrés, ainsi que par l'aide financière américaine (en échange des bases militaires) et les importations de capitaux étrangers. La croissance de l'économie capitaliste espagnole revêt ainsi une forme spasmodique particulière. Chaque phase de fièvre expansionniste interne (en général d'une durée non supérieure à un an) provoque l'inflation et une augmentation du déficit de la balance commerciale. Chaque difficulté conjoncturelle de l'économie impérialiste internationale réduit immédiatement les ressources extérieures qui doivent résorber ce déséquilibre. Puis, chaque aggravation du déficit de la balance des paiements, qui résulte de la coïncidence de ces forces fondamentales, oblige le régime franquiste à





serrer les vis et à étrangler l'expansion par une politique déflationniste. Mais comme celle-ci ne peut pas ne pas provoquer une aggravation des tensions sociales, on relance l'expansion dès que le déficit de la balance des paiements est tant soit peu réduit, ce qui ouvre un nouveau cycle de développement spasmodique.

Les raisons de ce développement spasmodique ne sont pas conjoncturelles mais structurelles : la faiblesse persistante de l'industrie capitaliste espagnole par rapport à ses concurrents étrangers, la gravité des tensions sociales internes. La première rend impossible une expansion persistante sans aggravation de la balance commerciale, la seconde rend impossible une déflation persistante sans risque d'explosion interne.

[...] En 1969, les pays du Marché Commun ont importé d'Espagne pour 300 millions de dollars de produits alimentaires, et seulement pour 260 millions de produits manufacturés ! Ils ont exporté en Espagne pour 1 175 millions de dollars de produits manufacturés, et 55 millions de produits alimentaires.

Il y a une imbrication évidente entre cette contradiction économique fondamentale du capitalisme espagnol et ses contradictions sociales aiguës. Le caractère trop arriéré et trop instable de cette économie n'a pas permis de créer la marge de manœuvre suffisante

pour des réformes de type néo-capitaliste. Certes, avec une croissance économique indéniable au cours de la décennie qui vient de s'écouler, le niveau de vie des travailleurs et des masses laborieuses espagnoles s'est quelque peu élevé. Mais il s'est élevé insuffisamment pour supprimer ou même réduire deux décalages : celui entre les revenus réels de diverses parties de l'Espagne, celui entre les salaires réels espagnols et les salaires réels du reste de l'Europe capitaliste.

La « Banco Espanol de Credito » a publié en 1969 un annuaire du marché espagnol qui comporte de nombreuses indications précieuses sur l'extrême inégalité de développement entre les différentes provinces et régions d'Espagne. La différence

du niveau de développement entre les régions les plus riches (Baléares, Catalogne, Pays basque) et les régions les plus pauvres (Ronda en Andalousie, Badajoz, Jaen) est évalué à 1 000 %. La différence des « coefficients de richesse active » s'échelonne entre l'indice 16 600 pour Madrid et 28 pour Ayamonte (province de Huelva) ! Le pouvoir d'achat par tête d'habitant dans les provinces les plus pauvres s'élève à peine à 15 % de celui des provinces les plus riches. L'émigration massive a pu masquer en partie le sous-emploi et la misère extrêmes, qui se cachent derrière ces chiffres. Mais toute poussée déflationniste, tout ralentissement de l'expansion, tout reflux des émigrés par suite d'une récession ou d'une augmentation du chômage à l'étranger, rend ce sous-emploi tout de suite explosif.

Par ailleurs, il suffit de constater que le conseil des ministres espagnol a fixé le nouveau salaire minimum à 120 pesetas

capitalistes d'Europe, le capitalisme espagnol s'est créé une soupape de sûreté temporaire. Mais, au fur et à mesure que les émigrés rentrent au pays, y apportent les besoins et les goûts acquis à l'étranger, et s'efforcent de les incorporer dans le minimum vital, c'est-à-dire dans la valeur de la force de travail en Espagne, cette soupape de sûreté se bloque et se transforme au contraire en foyer d'incendie.

C'est l'imbrication des contradictions économiques et sociales du capitalisme espagnol qui a été le fondement de la durée de la dictature franquiste. C'est elle qui empêche toute possibilité d'une transformation véritable de la dictature en « État fort » de type gaulliste, pour ne pas dire en démocratie bourgeoise. Le réveil de la combativité des masses a rendu possible une lutte incessante pour des revendications immédiates. La fonction essentielle de la dictature est d'empêcher une coordination et une généralisation

de ces luttes qui les rendraient incompatibles avec la survie de ce capitalisme faible. [...]

LA CRISE INTERNE DE LA DICTATURE

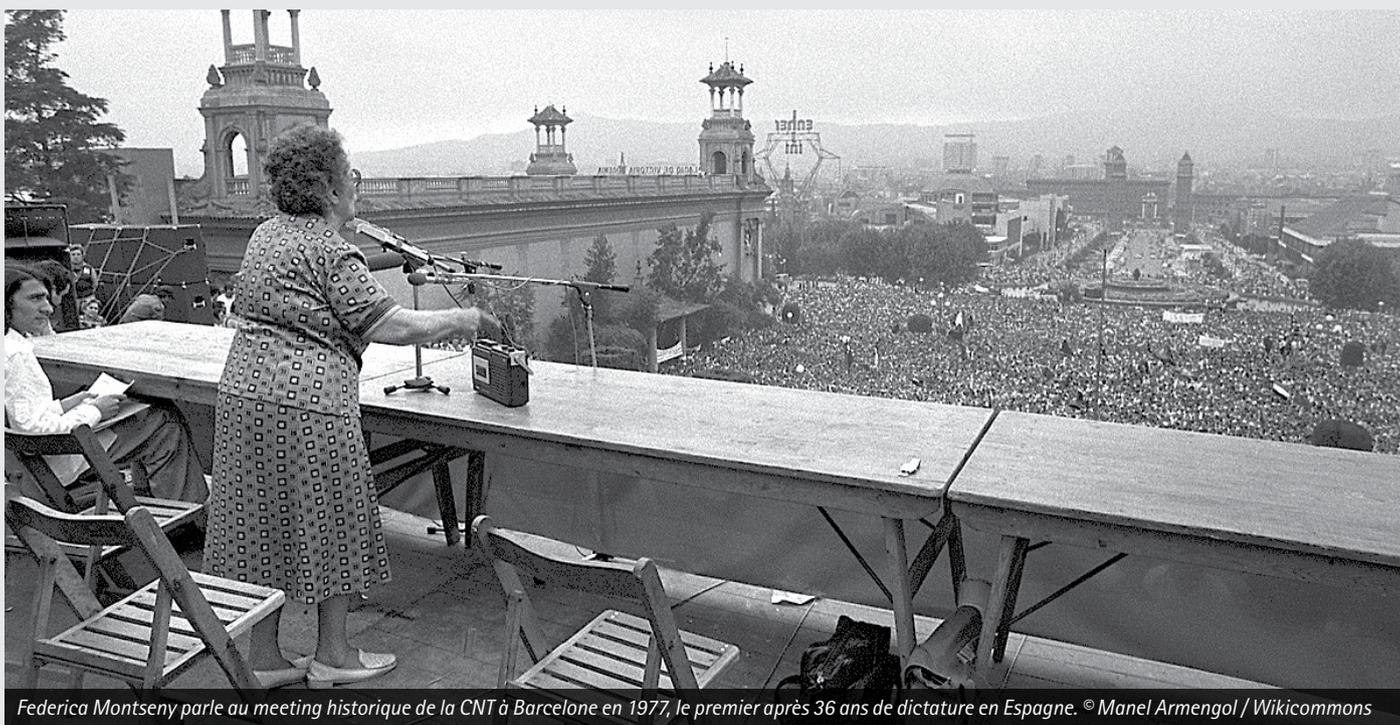
Il - On présente généralement la politique franquiste des dernières années comme oscillant entre deux ailes, celle du phalangisme vieux jeu (Solis) ou nouvelle manière



Franco avec son épouse Dona Carmen Polo et, à gauche, son successeur le prince Juan Carlos. © Fotograaf Onbekend / Anefo / Wikicommons

par jour, soit 3 000 pesetas par mois, et que ces 3 000 pesetas représentent l'équivalent de 230 FF¹ ou de 42 dollars, pour se rendre compte du décalage énorme qui subsiste entre les salaires espagnols et les salaires du reste de l'Europe. Les révolutionnaires réclamèrent un salaire minimum de 150 pesetas dès 1962 ; ils réclament aujourd'hui 400 pesetas par jour minimum. Ce décalage est fonction à la fois du sous-emploi (de l'armée de réserve industrielle) et de la dictature (de l'absence de syndicats de masse véritables, capables d'obtenir que la force de travail soit vendue à sa valeur). En exportant ses chômeurs, en les transformant en sous-prolétariat et prolétariat-manœuvre des autres économies

(Fraga), et celle de l'Opus Dei technocratique et néo-capitaliste, « libéralisant » et « européen », qu'incarne l'actuel ministre du Plan, Lopez Rodo, et le ministre des Affaires étrangères, Lopez Bravo. Le remaniement ministériel de septembre 1969, la désignation du prince Juan Carlos comme successeur de Franco, la grâce des six condamnés à mort de Burgos sont présentés comme un triomphe de ceux-ci sur ceux-là. La proclamation de l'état de siège, les manifestations de rue à l'appui de Franco après la sentence au procès de Burgos, sont présentées comme une revanche des premiers sur les seconds. À l'arbitrage de Franco, qui a joué un jeu d'équilibre entre les deux tendances pendant plus de dix ans, se serait substitué



Federica Montseny parle au meeting historique de la CNT à Barcelone en 1977, le premier après 36 ans de dictature en Espagne. © Manel Armengol / Wikicommons

un arbitrage de l'armée. Après la transformation de la dictature fasciste en dictature bonapartiste, on assisterait à la transformation de celle-ci en dictature militaire pure et simple (avec ou sans nouveau coup d'État).

Cette analyse s'appuie évidemment sur des données réelles. La bureaucratie phalangiste a vu son pouvoir diminuer sans cesse depuis que l'Espagne franquiste est sortie de l'isolement, que le secteur industriel étatique – qui ne pouvait s'éclorer que dans des conditions d'autarcie et de protectionnisme extrêmes – a été réduit à la portion congrue, depuis que le capital étranger s'est répandu sur toute la péninsule et que l'Espagne est en fait gouvernée par une coalition d'intérêts des grands groupes financiers espagnols, de plus en plus associés aux grands monopoles capitalistes internationaux. Que cette coalition d'intérêt se reconnaisse mieux dans les technocrates affairistes de l'OPUS que dans des intrigants démagogues ou les fascistes sans cervelle de la phalange, c'est l'évidence même.

Mais ce n'est là qu'un des aspects de la réalité complexe de l'Espagne capitaliste d'aujourd'hui. Les chefs de l'OPUS et des groupes financiers ne sont pas moins inquiets que ceux de l'armée, de la police et de la phalange sur le maintien de l'ordre à tout prix. Après tout, ils ont plus à perdre dans le cas où la « subversion » triomphe, puisqu'ils possèdent des richesses infiniment plus importantes et se sont avérés en matière de concussion et de trafic d'influence, des spécialistes autrement habiles (cf. affaire MATESA !) que les petits

voleurs de la hiérarchie fasciste. **Au-delà des divergences réelles qui séparent les deux ailes du franquisme, elles ont donc un intérêt commun : empêcher une révolution sociale, contenir un mouvement de masse qui risque de devenir explosif.**

En période calme, des divergences de vue peuvent éclater entre ces deux ailes sur la tactique la plus adéquate à utiliser à cette fin. [...] Mais, dès que l'activité des masses s'amplifie, la « lutte contre la subversion » transfère logiquement le centre de gravité du pouvoir vers l'aile répressive. Il en a été ainsi lors du premier état d'exception en 1969. Il en a été de même au début de l'agitation contre le procès de Burgos. Ce qui apparaît comme deux fractions du pouvoir par certains aspects de la réalité politique espagnole sont donc aussi deux formes d'exercice de pouvoir combinées des grands monopoles, alternant selon révolution des rapports de force.

Dans ce sens, une dictature militaire ouverte, un coup d'État militaire, voire un « nouveau 1936 », ne représenterait aucune issue immédiate pour les contradictions dans lesquelles se débat la bourgeoisie espagnole. En 1936, il s'agissait de briser par la terreur un mouvement de masse révolutionnaire qui pouvait étendre la main vers le pouvoir. Même à ce moment, l'entreprise était risquée, car elle faillit précipiter ce qu'elle était censée éviter. Elle ne fut, en définitive, victorieuse que par suite de la faillite et de la trahison des organisations ouvrières traditionnelles. Aujourd'hui, il s'agit de savoir comment assurer une industrialisation

accélérée sans que le prolétariat, qui devient sans cesse plus nombreux, plus jeune et plus combatif, ne lutte pour des salaires et des droits que le capitalisme espagnol est incapable de lui accorder. Démanteler la dictature, c'est-à-dire permettre au prolétariat de combattre plus librement, n'est pas plus efficace dans ce cas que renforcer la répression : le combat clandestin ne peut guère être canalisé et contenu plus facilement que le combat légal ou semi-légal – les événements des deux dernières années en sont la preuve ! – et la répression en elle-même est incapable d'empêcher ce combat. Une dictature militaire ouverte, même combinée avec des mesures sociales démagogiques, n'offre aucune issue à l'impasse. [...]

Un facteur supplémentaire permet de conclure que la crise interne de la dictature, au cours des dernières semaines, est d'une extrême gravité pour la survie du franquisme : si l'armée a incontestablement essayé de jouer un jeu autonome de celui du gouvernement – pour la première fois depuis l'établissement de la dictature – ce jeu n'est guère homogène. En fait, de nombreux signes permettent d'affirmer que le haut commandement de l'armée s'est moins inquiété des manifestations de rue ouvrières et étudiantes que de l'impact du procès de Burgos dans les rangs de l'armée elle-même. La camarilla des officiers supérieurs s'est divisée entre partisans des



mesures fortes, partisans des mesures de clémence, et cliques irritées de ce que l'armée soit transformée par les ministres de l'OPUS en bouc émissaire des crimes de la dictature. Des informations sur des mouvements revendicatifs et oppositionnels au sein du contingent sont parvenues à l'étranger – y compris de la garnison de Burgos elle-même – indiquant que la contestation grandit également chez les soldats, les opposant aux officiers.

Sans doute est-ce à des moments où cette contestation pénètre au sein de l'armée que les chefs les plus réactionnaires et les plus résolus s'affolent et sont le plus tentés de frapper. Mais frapper où et qui ? Vu la politisation croissante du mouvement des masses – sur lesquels les dirigeants de l'opposition réformiste clandestine s'étonnent autant que les journalistes étrangers vu le passage massif des classes moyennes (cf. les commerçants de Barcelone, de Bilbao et d'ailleurs) du côté des « contestataires », il est probable que tout coup de force accentuera le déchirement de l'armée plutôt qu'il ne l'arrêtera. L'avant-garde espagnole n'est que peu touchée par le virus des illusions constitutionnelles et électoralistes, qui avait paralysé les masses brésiliennes en 1964 et les masses grecques en 1967. Il y a peu de risques qu'une aggravation de la répression la prenne au dépourvu. En effet, cette aggravation n'a-t-elle pas déjà été essayée au début de 1969 par la proclamation de l'état d'exception ? Les candidats super-Franco doivent se dire que cela n'a rien changé au dilemme immédiat auquel le capitalisme espagnol doit faire face. Et s'ils ne se le disent pas, les événements se chargeront de le leur rappeler avec plus de force encore !

LES PERSPECTIVES POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES

III - Le fait capital de l'année 1970 dans l'histoire de la dictature franquiste, c'est la faillite de la répression accentuée avec la proclamation de l'état d'exception. Moins de deux ans après cette proclamation, l'Espagne franquiste a connu au cours du deuxième semestre de 1970 le plus grand nombre de grévistes de toute son histoire. Et, depuis la préparation du procès de Burgos, ces grèves ont pris de plus en plus nettement une tournure politique.

Ce serait évidemment sous-estimer gravement les faiblesses du mouvement

ouvrier espagnol que d'affirmer que l'état d'exception a été sans effet. Il a permis à la dictature de frapper durement les organisations ouvrières et étudiantes d'autant plus durement qu'elles étaient semi-légales (on pense en premier lieu au réseau national des commissions ouvrières d'inspiration P.C.E.) ou qu'elles étaient trop faibles organisationnellement (on pense ici à toute une série de groupes jeunes d'extrême-gauche, surtout composés d'étudiants). Le mouvement ouvrier et révolutionnaire a payé cher, en 1969, les illusions réformistes et « libéralisantes » des uns, le manque de sérieux organisationnel et conspiratif des autres.

Le démantèlement des commissions ouvrières, les arrestations de nombreux militants, la désintégration de certains groupes « gauchistes », ont sans doute freiné l'essor du mouvement de masse dans l'année 1969, qui est devenue, pour cette raison, une année faste pour le capitalisme espagnol, tant sur le plan économique que sur le plan social. Mais le boom de 1969 a lui-même nourri la reprise des luttes ouvrières. Fondamentalement, la classe ouvrière n'a été ni défaite ni démoralisée par l'état d'exception. À peine terminée une phase de regroupement, les grèves éclatent de nouveau, quelquefois d'ailleurs mieux organisées qu'auparavant, et sans tomber dans le traquenard de la semi-légalité au sein des syndicats d'État. Et si la répression dure de 1969 a accru momentanément le poids du P.C. – plus puissant, mieux ramifié que les groupes d'extrême-gauche, et donc capable de mieux résister à une répression sélective – elle a aussi hâté la formation d'une avant-garde révolutionnaire mieux aguerrie, qui prend au sérieux les règles de conspiration et s'efforce de construire des organisations mieux protégées contre les vagues successives d'arrestations.

Dans ce sens, on est en droit de parler de l'échec de la politique de répression appliquée du début jusqu'en septembre de 1969. Le bilan historique de cette tentative a été la montée de la politisation des luttes qui caractérise le deuxième semestre de 1970, au cours duquel la lutte contre la répression, pour la libération des prisonniers politiques, contre la parodie de justice de Burgos, prend pour la première fois le pas même sur la lutte – si nécessaire et si aiguë, du fait même des conditions d'existence du prolétariat espagnol – pour les augmentations de salaires, alors que l'économie s'oriente de nouveau vers la récession.

Les événements se sont donc chargés de

dégonfler les boudriches réformistes et « libéralisantes », plus que ne pouvait le faire la propagande des révolutionnaires. Toute tentative de dévier les luttes ouvrières vers des formes d'action et d'organisation purement syndicales, espérant des changements au sommet de la dictature et le démantèlement de celle-ci, s'est avérée une politique criminelle de suicide. La vie a appris aux travailleurs espagnols à lier intimement les revendications économiques et les revendications politiques démocratiques, et à se doter à cette fin d'organisations clandestines. La dictature franquiste ne peut pas se métamorphoser en démocratie bourgeoise sous la pression des masses. Elle doit être renversée par une action directe révolutionnaire des masses. Et si cet assaut révolutionnaire contre le pouvoir peut commencer par une lutte pour des revendications économiques et démocratiques les plus élémentaires, il se transformera inévitablement en un processus de révolution permanente qui mettra à l'ordre du jour, non pas la consolidation d'une quelconque monarchie constitutionnelle ou République libérale, mais la création d'une démocratie socialiste des conseils, des soviets. La grande différence avec 1931-1936, c'est que les rapports de force sociaux à l'intérieur de l'Espagne et de l'Europe sont infiniment plus favorables à la victoire d'une telle révolution, socialiste et prolétarienne, aujourd'hui qu'ils ne le furent il y a 35 ans.

Mais si, malgré des rapports de force moins favorables qu'aujourd'hui, la victoire de la révolution était parfaitement possible en 1936, à condition qu'une direction révolutionnaire s'affirme et soit reconnue par le prolétariat espagnol, même les rapports de force plus favorables d'aujourd'hui assureront par eux-mêmes sans doute une période plus prolongée et plus dure de luttes, mais pas une victoire révolutionnaire. Comme jadis, le facteur direction, le facteur parti révolutionnaire, reste le facteur absolument décisif. C'est cela que doivent comprendre les jeunes révolutionnaires, issus d'un tumultueux processus de sélection au cours de la décennie qui vient de s'écouler. C'est à la création de ce parti qu'ils doivent consacrer tous leurs efforts.

31 décembre 1970. □

1) Le smic est de 600 FF en 1970.

Texte complet sur notre site et sur <http://www.association-radar.org/?Espagne-agonie-du-franquisme>

Ras l'Front défie le FN le 1^{er} Mai

PAR ARNALDO CASTELLERAS

Cet article publié dans Rouge en 1995 raconte l'action organisée par Ras l'Front contre le rassemblement du Front national le 1^{er} mai 1995.

Il est 19 heures, lundi 1^{er} mai et les militants de Ras l'front se retrouvent à leur local pour faire un premier bilan. Les traits pour certains sont tirés, l'ambiance est à la colère et à l'excitation. Rage de voir que la manifestation du Front national s'est soldée, une fois encore, par la mort d'un jeune Marocain de 29 ans, Brahim Bouarram, jeté à la Seine par des skins qui participaient au défilé lepéniste. Excitation d'avoir pu, ne serait-ce que quelques instants, troubler la grande messe du Front national. Nous leur avons demandé de bien vouloir raconter pour *Rouge* ce week-end.

Autour de la grande table, où circulent quelques verres de la cuvée Ras l'front, sont présents presque tous ceux qui ont contribué à la réussite de l'opération. Car, au-delà de la réussite médiatique et politique, les militants antifascistes ont fait preuve d'un esprit d'initiative et d'une capacité à travailler en équipe importante.

Il est d'abord décidé, évidemment, de participer à l'initiative en mémoire de Brahim et d'en faire une initiative dynamique, qui ne soit pas qu'un enterrement, un de plus après celui d'Ibrahim à Marseille, mais, comme cela s'est fait justement avec les Comoriens là-bas, l'occasion de resserrer les liens entre les communautés

étrangères et immigrées avec les militants antifascistes et antiracistes.

UN SCÉNARIO BIEN FICELÉ

Chacun raconte sa journée, certains leur nuit, avec moult détails et éclats de rire.



Banderole déployée par Ras l'Front en 1995. DR

Durant tous les jours précédant ce week-end du 1^{er} mai, le travail n'a pas manqué. Atelier couture avec des camarades qui se sont relayés pour assembler les deux banderoles de 20 m x 5 m et de 4 m x 8 m, y coudre les lettres,

prévoir des compartiments pour les lester (avec du sable), afin d'éviter qu'elles ne se replient ou se relèvent avec le vent, prévoir un emplacement pour y glisser des bambous pour les rigidifier. Il fallait des cordes, des œilletons pour les passer sans risquer de déchirer la toile, du fil et tous les systèmes pour pouvoir accrocher les banderoles.

Pendant ce temps, les repérages commencés depuis de nombreux jours se terminaient. Pour les militants de Ras l'front, l'opération semblait jouable. Bien sûr, tous reconnaissent que jusqu'au dernier moment, on ne pouvait être sûr du bon déroulement mais, à la veille du week-end, l'équipe avait bon espoir. La chambre de l'hôtel était déjà réservée, avec vue sur la place (indispensable !). Les lieux étaient reconnus afin que l'évacuation de celui qui aurait la « chance » de passer la nuit dans cet hôtel de luxe soit la plus sûre possible. Idem pour l'Opéra où l'exposition sur les costumes de scène n'a plus de secret pour certains.

Une fois le travail de confection et de repérage terminé, l'ensemble des camarades qui devaient participer à l'initiative se sont réunis



pour un dernier briefing, le samedi soir. Tous les camarades présents avaient alors un rôle bien particulier.

Pour certains, il fallait faire des photos, enregistrer ou simplement prendre l'ambiance dans le défilé du FN, surtout au moment fatidique où les banderoles descendraient. Voir aussi comment la DPS (le service d'ordre officiel du FN) réagirait, la direction, le chef, les militants.

D'autres se retrouvaient transformés en touristes de luxe qui poireauteraient dans le hall de l'hôtel à l'heure fatidique. Enfin sur la place, non loin de l'Opéra, des militants vendraient sagement du muguet en guettant sur la façade arrière de l'Opéra le moment où les quatre « grimpeurs » devaient ressortir.

La veille, dimanche, une ultime réunion se tenait avec les camarades qui devaient assurer la phase finale de l'opération. Les équipes de l'Opéra et de l'hôtel partent alors, pour l'une s'enfermer afin de passer une nuit un peu frisquette sur les toits, l'autre se loger dans une chambre de luxe. Pour tous néanmoins, une tension réelle et beaucoup de travail puisqu'il s'agit de terminer les banderoles. Il n'était en effet pas question de faire entrer celles-ci sous leur forme définitive. Nuit agitée pour tous ceux qui, dehors ou dedans, étaient au courant de l'opération.

Le lundi, au petit matin, l'installation des podiums, des stands et de la décoration du Front national reprend (elle avait commencé la veille). Au fur et à mesure de l'arrivée des troupes lepénistes sur la place de l'Opéra, la tension monte encore d'un cran parmi les militants de Ras l'front qui ont profité des dernières heures de la matinée pour terminer les fixations. Il est midi, tout le monde attend que Le Pen prenne la parole. Les militants du FN, les médias qui doivent relayer sa consigne de vote pour le deuxième tour... et les cinq Ras l'front, aux aguets, qui aimeraient bien que tout cela soit terminé afin de quitter ces lieux nauséabonds.

12 h 15, cette fois ça y est, la clameur monte de la place et enfle, Le Pen est sur le podium et s'apprête à prendre la parole. Mais, au troisième étage du Grand Hôtel, une personne masquée, en robe de chambre sort sur le balcon, pose la banderole en appui sur la balustrade et la laisse descendre. Sur ses huit mètres de hauteur, on peut lire « Non au fascisme, non au racisme,

(signé) Ras l'front ».

Hurllements de colère de la foule, stupéfaction de Le Pen et de la direction du FN qui constate qu'on vient les narguer sous leur nez. Le camarade ne s'attarde guère et file dans la chambre, puis dans l'hôtel. Il est pris en charge discrètement par une équipe et évacué. Pendant ce temps, deux personnes de la sécurité remontent la banderole sous les acclamations de la foule et Le Pen parle de « la racaille » et « des têtes de mort ».

À ce moment précis, le signal est donné et tout en haut de l'Opéra, quatre silhouettes se relèvent et jettent par-dessus le rebord l'immense et lourde banderole. La foule stupéfaite tempête, Le Pen ne peut plus parler et c'est la panique dans la sécurité. Des militants du FN, des jeunes, la DPS partent en courant vers l'Opéra. Sur la place, c'est la bronca et l'équipe Ras l'front se replie sur le toit afin de se préparer à redescendre dans le palais Garnier. Les pompiers arrivent à ce moment et la discussion s'engage. Ras l'front explique qu'il s'agit d'une démonstration symbolique et pacifique et qu'aucune dégradation n'a eu lieu, que l'entrée s'est faite « légalement ». Les pompiers présents remontent la banderole et c'est à ce moment que les premiers nervis arrivent sur le toit, armés de barres de fer. Les militants Ras l'front sont évacués, afin d'éviter tout incident sur le toit, et dissimulés dans une petite salle de l'Opéra. Ils attendent alors de longues minutes que la police mette en place un dispositif qui permette de les embarquer. Une compagnie de gardes mobiles est demandée en renfort et disposée pour l'évacuation. Le reste est plus banal, racontent ces quatre militants, le poste, la fouille, la garde à vue qui n'en est pas vraiment une et en l'absence de toute plainte, la relâche en début de soirée. À la porte du commissariat, une équipe de militants amis attend pour veiller à leur sécurité.

Dans un café, un peu plus loin, d'autres militants d'une organisation amie attendent eux aussi que tout soit terminé. Grâce au dévouement et à la compétence des uns et des autres, l'opération s'est parfaitement déroulée. C'est le sentiment de tous ceux et toutes celles qui sont autour de la table, ce lundi soir. La mort de Brahim ne fait que démontrer avec tristesse et rage, la nécessité de continuer et amplifier le combat contre le Front national et toute forme

de racisme.

C'était bien sûr la volonté de Ras l'front quand, à l'origine de l'action, le scénario était mis au point. Derrière l'idée de faire un « coup » spectaculaire, relayé par les médias, on retrouve la volonté de démontrer de manière exemplaire que lutter contre le Front national est possible et l'affaire de tous.

Le 1^{er} mai, comme lors de toutes leurs initiatives, les fascistes entendent démontrer qu'ils sont maîtres de la rue, qu'ils ont « pris le pouvoir » à l'échelle de leur initiative. N'ont-ils pas déjà déclaré qu'ils entendaient se faire respecter, réaliser le travail que la police ne savait pas ou ne voulait pas faire. Les dirigeants du Front national cultivent un discours sécuritaire, de fierté et d'invincibilité. Ils revendiquent devant leur public une légitimité nationale et laissent entendre qu'hormis « les Arabes, les communistes, les gauchistes, les pédés... », tout le monde serait d'accord avec eux ou presque, sans oser le dire.

Il est alors de la responsabilité des antifascistes de faire passer un message inverse. Que sur leur route, les fascistes trouveront des jeunes, des vieux, des hommes et des femmes, de toutes nationalités, de toutes conditions sociales et que cette lutte antifasciste est multiforme.

Ras l'front voulait démontrer que l'on peut les atteindre, chez eux, sous des formes pacifiques, déterminées. Qu'il ne faut pas les craindre mais au contraire leur montrer notre force et notre volonté. D'ailleurs, les militants de Ras l'front présents ce soir-là, programmaient les ventes et apparitions sur les marchés, les lycées et facultés, c'est-à-dire, à l'opposé d'une clandestinité ou d'une parano, le déploiement et la visibilité la plus complète. Ce qui n'empêche pas de penser la sécurité dans le même temps.

Rendez-vous est donc pris pour tous les militants et militantes pour une assemblée générale des collectifs, le 15 mai (puis d'une réunion de coordination nationale le 25 juin), pour discuter des élections et des initiatives à prendre pour les municipales, autre temps fort où le Front national compte apparaître. Rendez-vous aussi à la manifestation en mémoire de Brahim, le mercredi, afin de transformer la tristesse et la colère en futures actions contre le parti raciste et fasciste de Le Pen, contre toute violence raciste. □

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste



Une de l'hebdomadaire de la Ligue communiste, Rouge, publiée après la manifestation de mars 1971 contre un meeting d'Ordre nouveau au Palais des sports, à Paris. La LC dénonce la protection policière dont ont bénéficié les fascistes et la répression qui s'est abattue sur les manifestants.

La CFT était une organisation patronale créée par des anciens de la Collaboration et des barbouzes gaullistes pour lutter contre les syndicats et l'intervention des organisations révolutionnaires dans les entreprises. Elle faisait régner la terreur dans les ateliers et ses nervis attaquaient régulièrement les militants qui distribuaient des tracts à la porte des boîtes. Cinq de ses membres ont assassiné le syndicaliste Pierre Maître en 1977. Affiche de juillet 1972.

faisons échec à la
C.f.t. fasciste



ROUGE

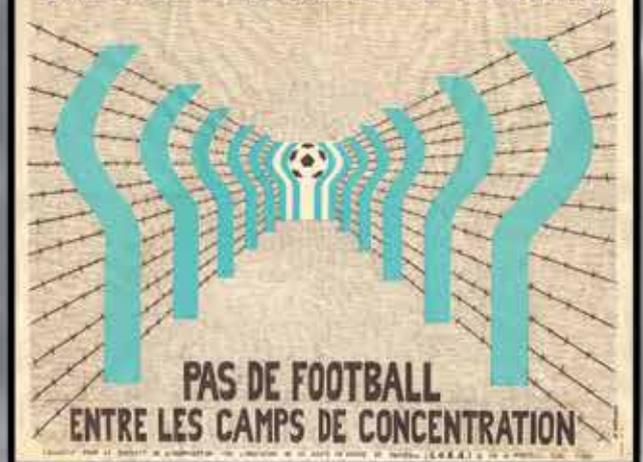
hebdomadaire d'action communiste

crève charogne!

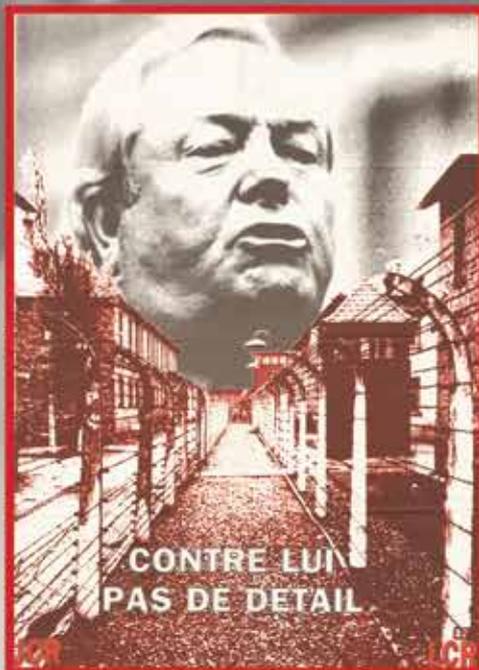


Une de Rouge, annonçant l'agonie du dictateur espagnol Franco, fin octobre 1975. Il meurt en mois plus tard...

CONTRE LA DICTATURE EN ARGENTINE
BOYCOTT DE LA COUPE DU MONDE 78



Affiche unitaire d'appel au boycott de la coupe du monde en Argentine. Elle avait lieu au moment même où les tortures et assassinats se déroulaient dans les sous-sols de l'ESMA (École supérieure de mécanique de la Marine), à proximité des stades de Buenos Aires, où se déroulaient les matches.



Affiche de la Ligue communiste révolutionnaire et son organisation de jeunesse après la déclaration de Le Pen: les chambres à gaz sont un « point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale », le 13 septembre 1987.



Les Sleeping Giants réveillent la lutte antifa

PAR RADAR

Aux États-Unis, en 2016, des sites comme Breitbart News ont permis la victoire de Trump, à coup de fake-news, de rumeurs nauséabondes et de débats haineux. Et tout ce déversement de boue sur l'internet était financé par la publicité faite par de grandes entreprises sur ce site.

Un groupe d'activiste s'est alors lancé dans une expérience surprenante dans la lutte contre les réseaux d'influence fascistes grand public. Les Sleeping Giants (SG), ces géants endormis, se sont ainsi éveillés au lobby auprès des marques qui avaient de la pub sur le site Breibarts News. Un argumentaire en béton, des milliers de mails et des coups de fil passés aux sièges des grandes entreprises peu regardante sur les sites de diffusion de leur publicité ont suffi à couper Breibart News de 90% de ses revenus publicitaires. « À ce jour, plus de 4 000 entreprises ont retiré leurs annonces de Breitbart News, parmi elles plus de 1 100 en Europe » explique les SG sur leur site.

En 2017, un groupe d'activistes français s'est aussi lancé dans la lutte sur le même modèle : assécher la fachosphère de ses revenus publicitaires. « Nous nous basons sur un ensemble de valeurs de respect humain et de non-discrimination que nous estimons universelles. Lorsque nous considérons que de manière répétée ou systématique, un média renie ces valeurs, oriente systématiquement ses publications pour inciter à la peur, à la haine et au rejet, alors ce média suscite une attention particulière de notre part » explique le porte-parole des SG au *Parisien* en 2019.

DES VICTOIRES

Le système de publicité sur internet passe par des régies (comme Google Ads) et les entreprises leur confient le soin de diffuser leurs campagnes publicitaires sur des sites qui attirent suffisamment d'internautes pour que les pubs soient le maximum efficace. Mais dans ces « paniers », s'il y a le *Monde*, le *Point*, *Cheminée magazine* ou *L'Histoire*... on y trouve aussi les

sites les plus en vue de la fachosphère. Et bien souvent les marques se désintéressent du lieu numérique où sont diffusées leurs publicités. Sleeping Giants a pour but de rappeler à ces entreprises que le racisme, le sexisme ou la transphobie sont des délits que condamne une très majorité de leur clientèle.

Leur premier galop d'essai a été de s'attaquer à deux sites : Boulevard Voltaire et BreizAtao¹. Boulevard Voltaire a été blacklisté par 1 000 annonceurs et pour BreizhAtao, Google Ads, la régie pub de Google a même fermé son compte... La dèche pour les faf, et une première victoire pour Sleeping Giants. Mais, si ces deux sites ont une influence non négligeable dans la fachosphère, leur pouvoir de nuisance est, à l'extérieur de cette dernière, nulle.

Alors en 2019, c'est au tour des chaînes employant Zemmour, CNews et Paris-Première, de subir la pression des SG. Et là encore c'est un carnage et le désengagement publicitaire de grandes marques est massif : Ferrero, Monabanq, Maaf, Maif, Groupama, PSA...

UNE BATAILLE

Rapidement la nouvelle cible des Sleeping Giants sera *Valeurs actuelles*. La revue a déjà été condamnée par la justice : provocation à la haine raciale contre les Roms (2015) et injure publique à caractère raciste envers Danièle Obono (2021), sans compter les articles antisémites, islamophobes, sexistes ou relayant un faux sondage ainsi que des fausses informations... Bref ce torchon est tout à fait éligible à une campagne menée par les Sleeping Giants. Nouvelle victoire : des centaines

d'annonceurs dont Toyota, Nike ou Décathlon retirent leurs publicités et privent la revue d'un tiers de ses revenus publicitaires. Mais en juin dernier, Valmonde et Cie, propriétaire de *Valeurs actuelles*, porte plainte contre le Sleeping Giants. L'affaire est en cours.

Les fachos ont depuis décembre dernier lancé une contre-offensive en créant un groupe nommé les Corsaires. C'est un groupe d'activistes numériques qui squatte les adresses numériques dont l'orthographe est proche de celle de « Sleeping Giants » pour les rediriger vers le site des Corsaires (du *typosquatting*). Ils ont lancé plusieurs contre-campagnes pour harceler toutes les marques qui ont choisies de ne plus faire de pub sur la fachosphère. Ils ont aussi collé des affiches dans Paris et quelques autres grandes villes. Bref, rien de très brillant...

Des menaces de morts contre les militants des Sleeping Giants circulent sur le net depuis quelques semaines. Le plus explicite est celui d'Alice Cordier, présidente de Némésis, une association de femmes fascistes. Elle a publié, dans un de ses tweets, une photo où elle s'entraîne dans un stand de tir avec pour légende : « Bye bye Sleeping Giants, on arrive ». Quand les fachos sont fachés, ils se lâchent et menacent.

Donc si vous voulez participer aux actions des SG : https://twitter.com/slpng_giants_fr □

1 - BreizAtao, « Bretagne toujours », en français était le nom du journal du Parti national breton, groupe pronazi. Le créateur du site, Boris Le Lay est par ailleurs en fuite au Japon après de multiples condamnations pour racisme et négationnisme notamment.